

2° de betaalde sportbeoefenaars en hun werkgevers;
3° de werknemers en hun werkgevers die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het filmbedrijf.»

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

2° les sportifs rémunérés et leurs employeurs;
3° les travailleurs et leurs employeurs ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie cinématographique.»

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1992.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

COUR D'ARBITRAGE

F. 92 — 1520

[C — 21162]

Arrêt n° 33/92 du 7 mai 1992

Numéro du rôle : 271

En cause : le recours en annulation du décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement (*Moniteur belge* du 26 octobre 1990), introduit par l'association sans but lucratif Cercle des Etudiants en Alternance et consorts.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents I. Pétry et J. Delva, et des juges D. André, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior et H. Boel, assistée du greffier H. Van der Zwahlen, présidée par le président I. Pétry,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par une requête du 26 février 1991 transmise à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour, l'annulation du décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement (*Moniteur belge* du 26 octobre 1990) est demandée par :

le Cercle des Etudiants en Alternance (en abrégé C.E.A.), association sans but lucratif ayant son siège avenue de l'Héliport 5, à 1210 Bruxelles;

l'Association générale des étudiants ingénieurs industriels (en abrégé A.G.E.I.I.), association sans but lucratif ayant son siège rue des Goujons 1, à 1070 Bruxelles;

la Fédération étudiante de l'Université de Liège (en abrégé F.E.D.E.), association sans but lucratif ayant son siège au campus du Sart-Tilman, bâtiment B7, à 4000 Liège;

François Thiry, étudiant, domicilié rue de la Gendarmerie 14, à 4150 Nandrin;

Christophe Derenne, étudiant, domicilié rue des Ecoles, Gembes 19 à 6889 Daverdisse;

Philippe Lesne, étudiant, domicilié avenue Hebron 148, à 1950 Kraainem;

Véronique Recht, étudiante, domiciliée rue Charles Martel 26, à 1040 Bruxelles,

qui ont fait élection de domicile au cabinet de Me Jeanine Geairain et de Me Monique Detry, avocats, rue de Praetere 25, à 1050 Bruxelles.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 27 février 1991, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76, § 1er, de la loi susdite par lettres recommandées à la poste le 14 mars 1991 remises aux destinataires le 15 mars 1991.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi susdite a été publié au *Moniteur belge* du 16 mars 1991.

L'Exécutif de la Communauté française a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 29 avril 1991 reçue au greffe le 30 avril 1991.

Copie de ce mémoire a été transmise aux requérants conformément à l'article 89 de la loi organique par lettres recommandées à la poste le 14 mai 1991 et remises aux destinataires le 15 mai 1991.

Les requérants ont introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 14 juin 1991 reçue au greffe le 17 juin 1991.

Par ordonnance du 4 novembre 1991, le juge L. De Grève a été désigné comme membre du siège en remplacement du juge K. Blanckaert empêché.

Par ordonnances des 2 juillet 1991 et 17 janvier 1992, la Cour a prorogé respectivement jusqu'au 26 février 1992 et jusqu'au 26 août 1992 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 4 février 1992, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 27 février 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 5 février 1992 remises aux destinataires le 6 février 1992.

A l'audience du 27 février 1992 :

— ont comparu :

Me J. Geairain, avocat du barreau de Bruxelles, pour les requérants;

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif de la Communauté française, avenue des Arts 19A D, 1040 Bruxelles;

— les juges M. Melchior et L. De Grève ont fait rapport

- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. Objet du décret

Le décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 comporte douze articles.

L'article 1er prévoit un droit d'inscription en septième année de l'enseignement secondaire général. Il fixe le montant de ce droit pour l'année scolaire 1990-1991 et il charge l'Exécutif d'en arrêter annuellement le montant pour les autres années. Il dispose enfin que le produit de ce droit est déduit des subventions de fonctionnement accordées aux établissements concernés.

L'article 2 frappe d'un droit, dont le montant est fixé par l'Exécutif de la Communauté française, toute demande introduite en vue d'obtenir une équivalence en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers. Il affecte le produit de ce droit au fonctionnement de l'enseignement concerné.

L'article 3 a trait au statut du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

L'article 4 remplace le deuxième alinéa de l'article 39 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. Il prévoit que le droit d'inscription, fixé par le conseil d'administration en vertu de l'alinéa 1er dudit article 39, ne peut être inférieur à respectivement vingt et un mille francs et deux mille francs, selon qu'il s'agit d'un étudiant non boursier ou d'un étudiant boursier. Il autorise le conseil d'administration de chaque institution universitaire à percevoir un droit sur la délivrance des originaux et des copies des diplômes, certificats ou attestations de quelque nature que ce soit. Il dispose enfin que le produit de ces droits — droits d'inscription et droits de délivrance de documents — est attribué au patrimoine non affecté de l'institution.

L'article 5 remplace le paragraphe 2 de l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 par quatre nouveaux paragraphes.

Le paragraphe 2 nouveau porte qu'un droit d'inscription est imposé aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur de plein exercice de type court, de type long et du troisième degré et dans les conservatoires royaux de musique. Il dispose que l'Exécutif de la Communauté française fixe le montant minimum, le mode de recouvrement et l'éventuelle exonération totale ou partielle de ce droit.

Le paragraphe 2bis prévoit que les subventions de fonctionnement des établissements de l'enseignement supérieur de type court et du troisième degré subventionné par la Communauté sont diminuées à concurrence des droits perçus.

Le paragraphe 2ter concerne l'affectation des droits d'inscription perçus par les établissements d'enseignement supérieur de type long de plein exercice. Une partie des montants minima de ces droits fixée par l'Exécutif de la Communauté française est versée dans le patrimoine de l'institution concernée, l'autre partie venant en déduction des subventions de fonctionnement.

Le paragraphe 4 dispose que l'étudiant qui n'a pas acquitté les droits au plus tard le 15 novembre de l'année académique en cours n'entre pas en ligne de compte pour le financement.

L'article 6 fixe, en son paragraphe 1er, le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale, ce montant variant selon le niveau de l'enseignement, les sections ou formations suivies et l'âge. Selon le paragraphe 2, l'Exécutif de la Communauté française dresse la liste des sections ou formations à caractère occupationnel dont il est question au paragraphe 1er.

L'article 7 complète l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 par une disposition qui règle l'affectation du produit des droits d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale lorsqu'il est supérieur au montant des crédits ou des subventions de fonctionnement.

Les articles 8 et 10 sont des dispositions abrogatoires.

L'article 9 fixe vigueur.

L'article 11 concerne le nombre de périodes organisables dans l'enseignement secondaire à horaire réduit durant les années scolaires 1990-1991 et 1991-1992.

L'article 12 permet la création de fonds à la section particulière du budget en matière de perception de droits d'inscription, d'équivalence de titres étrangers aux titres belges ou d'homologation de diplômes. Il dispose que les recettes de ces fonds sont affectées à des dépenses relatives aux niveaux d'enseignement concernés.

IV. En droit

A

A.1.1. Préalablement à la formulation des moyens, les requérants exposent qu'il justifieraient de l'intérêt requis.

Les diverses associations requérantes font valoir que leur objet social leur permettrait d'entreprendre l'annulation d'un décret qui, comme le décret attaqué, porte atteinte à la situation des étudiants.

Les requérants Thiry, Derenne, Lesne et Recht disent suivre les cours respectivement d'un établissement d'enseignement supérieur de type long de plein exercice, d'une institution universitaire, d'un établissement d'enseignement supérieur de type court de plein exercice et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale. Ils justifieraient de l'intérêt du fait qu'ils doivent acquitter un droit d'inscription.

A.1.2. L'Exécutif de la Communauté française conteste que l'objet de chacune des associations requérantes les autoriserait à défendre un intérêt collectif ou à représenter devant une juridiction les intérêts des étudiants, qu'ils soient ou non membres desdites associations.

En tout cas, il conviendrait d'observer que les associations sans but lucratif Cercle des Etudiants en Alternance et Association Générale des Etudiants Ingénieurs Industriels seraient tout au plus concernées par les dispositions du décret qui sont susceptibles d'affecter directement et défavorablement la situation juridique des étudiants qui s'inscrivent dans un établissement d'enseignement supérieur de type long de plein exercice puisque ces associations n'intéressent l'une que les étudiants des Hautes Etudes de commerce Saint-Louis (formation de jour en alternance), l'autre que les étudiants de l'Institut supérieur industriel de l'Etat à Bruxelles. Seul l'article 5 aurait trait à l'enseignement supérieur de type long de plein exercice. Cependant, cet article ne fixerait ni le montant du droit d'inscription ni le minimum de celui-ci. Cette compétence serait déléguée à l'Exécutif de la Communauté française, qui l'aurait exercée dans son arrêté du 13 août 1990. Aucune des deux associations sans but lucratif n'aurait poursuivi l'annulation de cet arrêté devant le Conseil d'Etat. En ce qu'elles mettraient en cause non le principe, mais le montant des droits d'inscription, les deux associations précitées n'auraient pas intérêt à poursuivre, même partiellement, l'annulation du décret.

L'association sans but lucratif Fédération étudiante de l'Université de Liège, à supposer que son objet social permette d'intenter le recours, ne serait concernée que par l'article 4 qui serait le seul article à pouvoir affecter directement et défavorablement la situation juridique des étudiants qui s'inscrivent dans une institution universitaire.

L'Exécutif de la Communauté française soutient que le recours serait irrecevable en tant qu'il émane des requérants Thiry et Lesne. Ceux-ci ne mettraient pas en cause le principe du droit d'inscription, mais bien son montant qu'il appartient à l'Exécutif de la Communauté française de fixer.

De l'avis de la même partie, le requérant Derenne ne justifierait de l'intérêt qu'à l'égard de l'article 4 du décret en ce que cet article fixe à vingt et un mille francs le minimum du droit d'inscription à percevoir dans les institutions universitaires.

La requérante Recht, ne précisant ni son âge ni la formation qu'elle suit, ne serait recevable qu'à poursuivre l'annulation de l'article 6 en ce qu'il fixe le minimum et le maximum du droit d'inscription dans l'enseignement supérieur de promotion sociale.

A.1.3. Dans leur mémoire en réponse, les requérants font observer qu'il résulterait très clairement du corps du recours et des développements repris sous les quatre moyens qu'ils contestent les principes mêmes du décret et non uniquement ses modalités d'application.

Ils précisent que V. Recht n'a pas cinquante ans et qu'elle suit les cours de graduat en relations publiques organisés par l'Université libre de Bruxelles et la Chambre de commerce de Bruxelles.

A.2. Les requérants invoquent quatre moyens.

Premier moyen

A.3.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 17, § 3, alinéa 1er, 6 et 6bis de la Constitution combinés avec l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Les requérants y font grief à la Communauté française d'avoir méconnu la gratuité de l'enseignement. Ils soutiennent que les droits et libertés garantis aux Belges, notamment par les articles 6 et 6bis de la Constitution, comprendraient les droits et libertés résultant des dispositions conventionnelles internationales liant la Belgique et rendues applicables dans l'ordre juridique interne par un acte d'assentiment, ainsi que la Cour l'aurait jugé dans ses arrêts nos 18/90 et 25/90. Au nombre de ces dispositions conventionnelles internationales se trouverait le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, fait à New York le 19 décembre 1966, approuvé par la loi du 15 mai 1981 et par le décret de la Communauté française du 8 juin 1982.

L'article 13.2. dudit Pacte prévoirait l'instauration progressive de la gratuité tant de l'enseignement secondaire que de l'enseignement supérieur. Cet article, qui serait directement applicable dans l'ordre interne en dehors de tout droit subjectif, obligerait la Communauté française à tendre vers la gratuité et, en tout cas, à n'adopter aucune norme allant à rebours de l'engagement pris. Le décret méconnaîtrait cette disposition internationale, comme le Conseil d'Etat l'aurait relevé dans son avis rendu le 22 juin 1990 sur l'avant-projet de décret qui est à l'origine du décret attaqué.

A.3.2. L'Exécutif de la Communauté française déduit des développements du moyen que celui-ci serait exclusivement dirigé contre les articles 1er, 2, 4, 5 et 6. Les requérants resteraient en défaut de justifier leur intérêt à l'égard des articles 1er, 2 et 5 de sorte que l'examen devrait être limité à la conformité des articles 4 et 6 avec les dispositions visées au moyen.

Selon l'Exécutif de la Communauté française, l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ne serait pas une disposition directement applicable, parce qu'elle présenterait un caractère général et peu précis et parce que l'article 2 du Pacte disposerait expressément que les Etats doivent réaliser de manière progressive les objectifs poursuivis. Il en serait particulièrement ainsi pour les différentes formes de l'enseignement supérieur, l'article 13.2.c. prévoyant en effet une instauration progressive de la gratuité de cet enseignement. Les termes utilisés n'auraient pas la précision voulue pour que la disposition soit d'application directe.

De toute manière, dit l'Exécutif de la Communauté française, même en admettant que l'article 13 soit directement applicable et qu'il porte une obligation de « standstill », il y aurait lieu de constater que ladite obligation n'a pu acquiescer un caractère contraignant que depuis l'entrée en vigueur du Pacte dans l'ordre juridique interne. Par conséquent, il conviendrait d'avoir égard au moment où la loi d'assentiment du 15 mai 1981 a sorti ses effets.

De l'avis de l'Exécutif de la Communauté française, l'obligation de « standstill » devrait être considérée de manière réaliste. L'élévation de la valeur nominale du droit d'inscription, afin de compenser les effets de l'inflation, ne pourrait être retenue comme une élévation réelle. De même, une élévation supérieure à celle résultant de l'inflation ne violerait pas la clause de « standstill » compte tenu de l'ouverture très large des établissements scolaires de la Communauté française tant aux Belges qu'aux ressortissants étrangers. A cet égard, l'Exécutif de la Communauté française fait valoir que l'article 13.2.c. du Pacte prévoirait une accessibilité de l'enseignement pour tous « par tous les moyens appropriés ». L'instauration progressive de la gratuité ne constituerait qu'un moyen parmi d'autres. Enfin, les droits d'inscription n'augmenteraient pas lorsqu'ils ne dépasseraient pas l'augmentation du revenu national puisque la part du pouvoir d'achat consacrée par la population aux charges de l'enseignement n'augmenterait pas dans la réalité.

A.3.3. Dans leur mémoire en réponse, les requérants soutiennent que l'Etat belge se serait interdit, à dater de l'entrée en vigueur du Pacte en Belgique, le 6 juillet 1983, de prendre des mesures en sens opposé à celles contenues dans le Pacte.

A la date du 6 juillet 1983, aucun droit d'inscription minimum n'aurait existé dans l'enseignement universitaire; la loi du 27 juillet 1971 n'aurait prévu que l'égalité des conditions et barèmes des droits d'inscription dans les différentes institutions universitaires.

Dans l'enseignement supérieur de type long de plein exercice, l'article 12 de la loi du 29 mai 1959, modifié par la loi du 5 août 1978, aurait disposé que le Roi fixe le montant minimum des droits d'inscription. En reprenant le principe d'un droit d'inscription minimum, le décret ne tendrait en aucune manière à instaurer progressivement la gratuité.

Dans l'enseignement supérieur de type court, l'article 12 de la loi du 29 mai 1959, modifié par la loi du 5 août 1978, aurait imposé de communiquer annuellement au ministre de l'Education nationale le montant du droit d'inscription. Aucun droit d'inscription minimum n'aurait été prévu. Les requérants affirment que rien ne se serait opposé à ce que le montant du droit d'inscription soit nul.

Dans l'enseignement de promotion sociale, le droit d'inscription aurait été institué par l'arrêté royal n° 462 du 17 septembre 1986, c'est-à-dire postérieurement à 1983.

Les requérants font valoir que le Pacte serait directement applicable en Belgique. Le Conseil d'Etat aurait admis le caractère directement applicable du Pacte dans son arrêt n° 32.989 du 6 septembre 1989.

A l'estime des requérants, les considérations émises par la Communauté française sur la part du coût de l'enseignement par rapport au budget ou au revenu national ne seraient pas pertinentes. Chaque individu, quelle que soit sa situation sociale ou financière, devrait voir respecté son droit d'accès à l'enseignement par l'instauration progressive de la gratuité. Il ne serait donc pas exact d'avoir égard à un revenu moyen par habitant

déterminé aussi bien par les fortunes les plus importantes que par les revenus les plus faibles. De surcroît, aucun chiffre n'étayerait l'argumentation de la Communauté française. Enfin, il ne pourrait être tenu compte des étudiants étrangers, la Communauté française ne pouvant arguer du respect de certaines obligations internationales pour refuser d'en exécuter d'autres.

Deuxième moyen

A.4.1. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 6, 6bis et 17, § 4, de la Constitution combinés avec l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Il comporte trois branches.

Dans la première branche du moyen, les requérants affirment que l'enseignement, pour être accessible à tous, devrait tendre à la gratuité. Le décret attaqué discriminerait ceux qui n'ont pas les moyens financiers d'assumer le coût des études.

Dans la deuxième branche du moyen, les requérants reprochent au décret d'instaurer un droit d'inscription dans la septième année de l'enseignement secondaire général; les élèves qui suivent cet enseignement seraient discriminés par rapport à ceux qui sont inscrits dans l'enseignement secondaire technique, professionnel ou artistique.

Dans la troisième branche du moyen, les requérants soutiennent que le décret, en imposant des minima de droit d'inscription, créerait une inégalité de traitement entre les étudiants. En effet, toute latitude serait laissée aux établissements d'enseignement au-delà du minimum, de sorte que les droits d'inscription pourraient être différents entre les établissements du même type pour les mêmes études et avec le même pouvoir organisateur.

A.4.2. Dans son mémoire, l'Exécutif de la Communauté française estime le moyen irrecevable parce qu'il ne permettrait pas de déceler en quoi, selon les requérants, les différentes dispositions du décret entrepris violeraient l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Subsidiairement, compte tenu de ses développements, le moyen ne serait recevable que dans la mesure où il vise l'annulation de l'article 4 du décret.

En outre, le deuxième moyen serait mal articulé en sa première branche et se confondrait avec le premier moyen.

L'Exécutif de la Communauté française dit ne discuter dès lors du fond qu'à titre très subsidiaire.

A son avis, il serait certain que ni la Convention ni le droit interne ne garantiraient un enseignement gratuit jusqu'à la fin des études et ne prohiberaient toute différence de régime. Les diverses formes d'enseignement ne devraient pas être réglées de la même manière, l'égalité n'étant violée que si la distinction manque de justification.

Il conviendrait d'observer que les dispositions attaquées concerneraient exclusivement des étudiants de l'enseignement supérieur qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et qui poursuivent volontairement des études. De même, en ce qui concerne plus particulièrement l'article 4 du décret, il ne pourrait être perdu de vue que l'article 39 de la loi du 27 juillet 1971, tel que modifié par l'article 2 de l'arrêté royal n° 434 du 5 août 1986, aurait déjà disposé que le montant du droit d'inscription est fixé par le conseil d'administration de l'institution universitaire. Avant le décret attaqué, le droit d'inscription aurait donc déjà varié d'une institution à l'autre. Ce régime se justifierait notamment par le système particulier de financement des institutions universitaires.

A.4.3. Dans leur mémoire en réponse, les requérants contestent que le moyen serait irrecevable; la requête permettrait de déceler les dispositions du décret visées par le moyen.

A leur estime, la Communauté française aurait instauré ou accentué un critère de sélection et de choix des études sans rapport, sinon opposé, au but de l'enseignement: le critère des possibilités financières.

Pour les requérants, le fait que le critère financier s'imposerait en dehors des cas d'obligation scolaire ne changerait en rien son caractère discriminatoire. En outre, l'arrêté royal n° 434 du 5 août 1986, qui aurait rompu l'égalité de traitement dans les institutions universitaires, n'autoriserait pas le législateur communautaire à suivre la voie ainsi tracée dans l'inconstitutionnalité.

Troisième moyen

A.5.1. Le troisième moyen est pris de la violation de l'article 17, § 3, alinéa 1er, de la Constitution.

Les requérants y exposent qu'il ne serait nullement exclu qu'un élève de septième année de l'enseignement secondaire ou un étudiant de première année de l'enseignement supérieur soit âgé de moins de 18 ans lors de son inscription.

Selon les requérants, l'obligation scolaire ne prendrait fin qu'à 18 ans. Aussi le décret méconnaîtrait-il la disposition de l'article 17, § 3, alinéa 1er, de la Constitution qui prévoit que l'accès à l'enseignement est gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire.

A.5.2. L'Exécutif de la Communauté française fait observer que, selon l'article 1er, § 1er, de la loi du 29 juin 1983, l'obligation scolaire ne se terminerait pas à un âge déterminé, mais bien à l'expiration de l'année scolaire au cours de laquelle l'âge de 18 ans est atteint. Toutefois, l'article 1er, § 3, de la même loi disposerait que celui qui a terminé avec fruit l'enseignement secondaire de plein exercice n'est plus soumis à l'obligation scolaire.

A.5.3. Dans leur mémoire en réponse, les requérants déclarent se référer à justice quant au troisième moyen.

Quatrième moyen

A.6.1. Le quatrième moyen est pris de la violation de l'article 17, § 5, de la Constitution.

Les requérants y reprochent au décret d'attribuer à l'Exécutif de la Communauté française des pouvoirs très importants dans les matières visées par ladite disposition constitutionnelle.

Ils font observer que l'Exécutif de la Communauté française serait chargé de fixer annuellement le droit d'inscription en septième année de l'enseignement secondaire général. Comme le droit d'inscription serait déduit des subventions de fonctionnement, ce serait en définitive l'Exécutif de la Communauté française qui fixerait le montant réel du subventionnement. Il en irait de même pour les établissements d'enseignement supérieur de type long, de type court et du troisième degré ainsi que pour les conservatoires royaux de musique. En outre, dans ces établissements, la sanction du non-paiement du droit fixé par l'Exécutif de la Communauté française serait l'absence de subventionnement. Ce serait encore à l'Exécutif de la Communauté française qu'il appartiendrait de fixer la liste des sections ou formations à caractère occupationnel et donc de régler à la fois l'organisation et le fonctionnement de cet enseignement. Enfin, l'Exécutif de la Communauté française déciderait de l'utilisation du compte visé à l'article 7.

A.6.2. Dans son mémoire, l'Exécutif de la Communauté française fait valoir qu'avant la révision de l'article 17 de la Constitution, le 15 juillet 1988, la loi aurait fréquemment délégué au Roi des compétences importantes en matière d'organisation ou de subventionnement de l'enseignement.

En ce qui concerne plus précisément la fixation des droits d'inscription et de leur minimum, le législateur aurait souvent investi le Roi d'une habilitation. Le Conseil d'Etat aurait toujours estimé que celle-ci répondait au prescrit constitutionnel. A l'appui de cette affirmation, l'Exécutif de la Communauté française cite un passage de l'avis rendu par le Conseil d'Etat, le 7 août 1986, sur l'avant-projet d'arrêté royal n° 462.

Selon l'Exécutif de la Communauté française, le Constituant, lors de la révision des articles 17 et 59 bis, tout en augmentant considérablement les compétences des Communautés en matière d'enseignement, n'aurait pas voulu limiter l'exercice de ces compétences nouvelles en ne les réservant qu'au seul législateur.

Les dispositions entreprises qui relèvent de l'exécution de dispositions prévues par le décret seraient en tous points conformes à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

A.6.3. Dans leur mémoire en réponse, les requérants affirment que la référence faite à la situation antérieure à la révision constitutionnelle du 15 juillet 1988 serait sans pertinence. La comparaison des textes ancien et nouveau de l'article 17 de la Constitution montrerait clairement la volonté du Constituant de réserver au pouvoir législatif la compétence d'édicter des normes en matière d'enseignement.

B

L'étendue du recours

B.1. Le dispositif de la requête vise l'annulation « en tout ou en partie » du décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Un tel dispositif doit être compris comme visant l'annulation du décret, en ordre principal, dans son ensemble et, en ordre subsidiaire, dans certaines de ses dispositions. Les requérants, qui demandent donc l'annulation du prédit décret dans son ensemble, ne formulent toutefois aucun moyen contre ses articles 3, 10 et 11.

La Cour, devant déterminer l'étendue de la demande à partir du contenu de la requête, constate que celle-ci se limite à postuler l'annulation des articles 1er et 2, 4 à 9, et 12 du décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

La recevabilité

B.2.1. Selon l'Exécutif de la Communauté française, l'objet social des trois associations sans but lucratif requérantes ne leur permettrait pas de poursuivre l'annulation de dispositions qui concernent les étudiants.

Si une association sans but lucratif qui se prévaut d'un intérêt collectif souhaite avoir accès à la Cour, il est requis que l'objet social de l'association soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter cet objet; que cet objet social soit réellement poursuivi, ce que doivent faire apparaître les activités concrètes de l'association; que l'association fasse montre d'une activité durable, aussi bien dans le passé que dans le présent et que l'intérêt collectif ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres.

Les associations requérantes répondent à ces conditions. En particulier, les statuts des associations Cercle des Etudiants en Alternance, Association Générale des Etudiants Ingénieurs Industriels et Fédération étudiante de l'Université de Liège autorisent lesdites associations à postuler l'annulation de dispositions susceptibles d'affecter directement et défavorablement les situations des étudiants qu'elles concernent.

L'exception d'irrecevabilité, tirée du non-respect de l'objet social des associations requérantes, est rejetée.

B.2.2. L'Exécutif de la Communauté française soutient que le recours des associations sans but lucratif Cercle des Etudiants en Alternance et Association Générale des Etudiants Ingénieurs Industriels, de même que celui des requérants Thiry et Lesne, seraient irrecevables parce que ces requérants ne mettraient pas en cause le principe du droit d'inscription.

La Cour constate que tous les requérants reprochent au décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 de disposer à propos des droits d'inscription.

L'exception d'irrecevabilité, tirée de l'absence de griefs, est rejetée.

B.2.3.1. L'Exécutif de la Communauté française fait valoir qu'aucun requérant ne serait susceptible d'être affecté par l'article 1er, qui a trait à l'enseignement secondaire.

Les requérants ne seraient pas davantage susceptibles d'être affectés par l'article 2, qui concerne les demandes introduites en vue d'obtenir l'équivalence en application de la loi du 19 mars 1971.

Enfin, la requérante Recht, à défaut de précision sur son âge et sur la formation suivie, ne serait recevable à poursuivre l'annulation de l'article 6 qu'en ce qu'il fixe le minimum et le maximum des droits d'inscription dans l'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.2.3.2. L'objet social des différentes associations requérantes ne concerne pas l'enseignement secondaire; les autres requérants suivent les cours de l'enseignement supérieur. Aucun requérant ne justifie de l'intérêt requis pour demander l'annulation de l'article 1er.

Les statuts des associations requérantes n'excluent nullement la défense des intérêts des étudiants qui ont effectué une partie de leurs études à l'étranger. Ces associations sont recevables à poursuivre l'annulation de l'article 2.

L'âge de la requérante Recht ainsi que la formation qu'elle suit — l'enseignement supérieur de promotion sociale — sont précisés à suffisance. La requérante Recht est recevable à demander l'annulation de l'article 6 dans la mesure où il vise l'enseignement supérieur de promotion sociale.

B.2.4. L'objet social d'aucune des associations requérantes n'est concerné par l'enseignement supérieur de 3ème degré ni par celui des conservatoires de musique; de même, aucun requérant individuel n'est concerné par ces enseignements. En conséquence, le recours n'est recevable à l'égard de l'article 5 du décret que dans la mesure où il a trait à l'enseignement supérieur de type court et de type long.

B.2.5. De ce qui précède, il résulte que le recours ne doit être examiné qu'en ce qu'il vise à l'annulation des articles 2 et 4; 5 — dans la mesure où il a trait à l'enseignement supérieur de type court et de type long —; 6, 7, 8 et 9 — dans la mesure où ils ont trait à l'enseignement supérieur de promotion sociale — et 12 du décret attaqué.

Sur les premier et quatrième moyens examinés conjointement

B.3.1. Le premier moyen est tiré de la violation de l'article 17, § 3, de la Constitution, combiné avec l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, fait à New York le 19 décembre 1966, en ce que le décret irait à l'encontre de l'obligation, s'imposant aux autorités belges en vertu dudit Pacte, de ne pas légiférer à rebours de l'obligation d'assurer progressivement l'accès gratuit à l'enseignement supérieur par l'établissement de droits d'inscription, de minerval et de droits pour frais administratifs d'un niveau supérieur à celui existant lors de l'entrée en vigueur dudit Pacte à l'égard de la Belgique.

Il ressort des développements du moyen et de l'examen de recevabilité auquel a procédé la Cour que ce moyen ne doit être examiné qu'en tant qu'il est dirigé contre les articles 2, 4, 5, 6, 8 et 9 du décret entrepris.

B.3.2. Dans le quatrième moyen, les requérants font grief au décret entrepris de contenir de nombreuses délégations à l'Exécutif de la Communauté française dans des matières dont l'article 17, § 5, de la Constitution réserve la réglementation au législateur décentralisé.

Il ressort des développements du moyen et de l'examen de recevabilité auquel a procédé la Cour que ce moyen ne doit être examiné qu'en tant qu'il est dirigé contre les articles 2, 4, 5, 6, § 2, 7, 8, 9 et 12 du décret entrepris.

B.4.1. L'article 17, § 3, de la Constitution dispose, en son premier alinéa, première phrase, que « Chacun a droit à l'enseignement dans le respect des libertés et droits fondamentaux ».

Ces droits fondamentaux, dont le respect s'impose au législateur dans la législation relative à l'enseignement, résultent non seulement des autres dispositions du titre II de la Constitution mais également des traités internationaux portant sur cet objet qui sont obligatoires pour la Belgique au niveau international et qui ont fait l'objet d'une réception dans l'ordre juridique interne par l'adoption, selon le cas, d'une loi ou d'un décret d'assentiment au sens de l'article 68, alinéa 2, de la Constitution et de l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.4.2. L'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, fait à New York le 19 décembre 1966, dispose notamment :

« 1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation (...)

2. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent qu'en vue d'assurer le plein exercice de ce droit :

- a) L'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous;
- b) L'enseignement secondaire sous ses différentes formes, y compris l'enseignement secondaire technique et professionnel, doit être généralisé et rendu accessible à tous par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;
- c) L'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;
- d) L'éducation de base doit être encouragée ou intensifiée, dans toute la mesure possible, pour les personnes qui n'ont pas reçu d'instruction primaire ou qui ne l'ont pas reçue jusqu'à son terme;
- e) Il faut poursuivre activement le développement d'un réseau scolaire à tous les échelons, établir un système adéquat de bourses et améliorer de façon continue les conditions matérielles du personnel enseignant (...).

La lecture de l'article 13.2. précité fait apparaître que l'« enseignement primaire », l'« enseignement secondaire sous ses différentes formes » et l'« enseignement supérieur » sont traités de manière différente. L'enseignement primaire doit « être obligatoire et accessible gratuitement à tous »; l'enseignement secondaire doit « être généralisé et rendu accessible à tous »; l'enseignement supérieur doit « être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun ». En ce qui concerne l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, les objectifs inscrits dans le Pacte doivent être poursuivis « par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité ».

B.4.3. L'article 2.1. du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dispose :

« Chacun des Etats parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives. »

La lecture combinée de l'article 13.2. et de l'article 2.1. du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels fait apparaître que l'égalité d'accès — imposée par le Pacte — à l'enseignement supérieur « en fonction des capacités de chacun » doit être instaurée progressivement dans les Etats contractants, en tenant compte des possibilités économiques et de la situation des finances publiques spécifique à chacun de ces Etats, et non pas selon des conditions temporelles strictement uniformes.

L'article 13.2., littéra c), du Pacte n'a donc pas d'effet direct dans l'ordre juridique interne et, en soi, ne fait pas naître un droit à l'accès gratuit à l'enseignement supérieur. Cette disposition s'oppose toutefois à ce que la Belgique, après l'entrée en vigueur du Pacte à son égard — le 6 juillet 1983 —, prenne des mesures qui iraient à l'encontre de l'objectif d'une instauration progressive de l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, en fonction des capacités de chacun, compte tenu de la situation des finances publiques.

Il conviendra dès lors de comparer la situation en matière de droits d'inscription résultant du décret entrepris avec celle existant le 6 juillet 1983, date à partir de laquelle le Pacte a acquis valeur obligatoire à l'égard de la Belgique.

B.5.1. L'article 17, § 5, de la Constitution porte :

« L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la Communauté sont réglés par la loi ou le décret. »

Cette disposition traduit la volonté du Constituant de réserver aux pouvoirs législatifs le soin de régler les aspects essentiels de l'enseignement en ce qui concerne son organisation, sa reconnaissance et son subventionnement.

B.5.2. L'article 17, § 5, de la Constitution ne prohibe cependant pas que des délégations soient données en la matière à l'Exécutif. Toutefois, ces délégations ne peuvent porter que sur la mise en oeuvre des principes arrêtés par le législateur lui-même. A travers elles, l'Exécutif ne saurait combler l'imprécision de ces principes ou affiner des options non suffisamment détaillées.

Il s'ensuit qu'en matière de droits d'inscription, le montant ne peut être laissé purement et simplement à l'appréciation de l'Exécutif ou d'une autorité autre que le législateur lui-même. Le montant de ces droits ne doit pas nécessairement être arrêté par le législateur. Il peut être fixé par une autre autorité pourvu que le législateur ait prévu des montants minima et maxima qui reflètent sans ambiguïté une volonté politique unique.

1. En ce qui concerne les droits d'inscription et les minerval

Quant à l'enseignement universitaire

B.6.1. L'article 4 du décret entrepris prévoit que, en ce qui concerne les institutions universitaires, « le montant du droit d'inscription à une année d'études ne peut être inférieur à 21 000 francs, ce montant est toutefois ramené à 2 000 francs s'il s'agit d'un étudiant boursier ».

B.6.2. La Cour constate qu'en 1983, un droit d'inscription pour l'accès aux études universitaires était en vigueur en Belgique, par application de l'article 39 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. Le fait pour le décret attaqué de maintenir le principe d'un droit d'inscription ne viole donc pas en soi l'interdiction de prendre des mesures qui iraient à l'encontre de l'objectif d'une instauration progressive de l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur en fonction des capacités de chacun.

Il importe toutefois de prendre également en considération le montant de ce droit d'inscription. Fixé antérieurement par le Roi de façon uniforme pour l'ensemble des institutions universitaires, en vertu de l'article 39 ancien de la loi précitée du 27 juillet 1971, ce montant s'élevait, au moment de l'entrée en vigueur du Pacte ONU de 1966, à 1 500 francs pour les étudiants boursiers et à un niveau de l'ordre de 11 000 francs par année d'études pour les autres étudiants.

A cet égard, le relèvement de 1 500 à 2 000 francs du droit d'inscription pour les étudiants boursiers constitue une adaptation raisonnable du montant du droit d'inscription à l'évolution du produit national.

Pour les autres étudiants, le niveau du droit minimal d'inscription a été fixé à 21 000 francs. La modification qui s'est produite par rapport à 1983 n'augmente pas pour eux, de manière suffisamment significative, ce qui aurait été contraire à l'obligation définie sub B.4.3, les parts du pouvoir d'achat et du revenu moyen consacrées aux charges de l'enseignement, ces deux données ayant par ailleurs évolué à la hausse depuis 1983.

Le premier moyen n'est donc pas fondé en tant qu'il est dirigé contre l'article 4 du décret.

B.6.3. S'il a fixé le montant minimum du droit d'inscription, le législateur n'a pas établi le montant maximum de ce droit. Le montant maximum du droit d'inscription à une année d'études universitaires constitue un élément essentiel de la législation relative à cet enseignement, en ce que le niveau du droit d'inscription a une influence déterminante sur l'accès effectif à l'université et a, en outre, une répercussion directe sur le système de financement de cet enseignement. En vertu de l'article 17, § 5, de la Constitution, cette mesure doit être fixée par le décret lui-même.

B.6.4. Il résulte de ce qui précède que le deuxième alinéa nouveau inséré dans l'article 39 de la loi du 27 juillet 1971 par l'article 4 du décret entrepris doit être annulé dans la mesure où il laisse à des autorités autres que le législateur décréteur, sans leur imposer aucune limitation, la tâche de fixer le montant effectif du droit d'inscription qui peut être réclamé à un étudiant universitaire non boursier.

Quant à l'enseignement supérieur de plein exercice

B.7.1. L'article 5 du décret entrepris régleme le régime du minerval exigé en matière d'accès à l'enseignement supérieur non universitaire.

Il est rédigé comme suit :

« Art. 5. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par les arrêtés royaux n° 462 du 17 décembre 1966 et n° 505 du 31 décembre 1966.

Le § 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

§ 2. Un minerval est imposé aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur de plein exercice de type court, de type long et du 3e degré et dans les conservatoires royaux de musique, organisés ou subventionnés par la Communauté française. L'Exécutif fixe le montant minimum, le mode de recouvrement et l'éventuelle exonération totale ou partielle de ce minerval.

§ 2 bis. Les subventions de fonctionnement des établissements de l'enseignement supérieur de plein exercice de type court et du 3e degré subventionnés par la Communauté sont diminuées, à concurrence du montant perçu au titre du minerval visé au § 2.

§ 2 ter. Les montants minima du minerval visé au § 2 perçus par les institutions de type long de plein exercice organisées ou subventionnées par la Communauté française sont versés, en partie, dans le patrimoine de l'institution et sont, entre autres, destinés au service social.

L'Exécutif de la Communauté française fixe la partie versée au patrimoine. Le montant des subventions de fonctionnement des établissements de type long et de plein exercice est diminué à concurrence de la part du montant perçu au titre du minerval visé au § 2 qui n'a pas été versée au patrimoine.

§ 2 quater. Les étudiants dont le minerval imposé au § 2 n'a pas été payé au plus tard le 15 novembre de l'année académique en cours n'entrent pas en ligne de compte pour le financement. »

B.7.2. La Cour constate qu'un minerval était perçu en 1963 pour l'accès à l'enseignement supérieur de type court et de type long. Il était fixé, depuis 1958, à 250 francs pour l'enseignement supérieur de type court, et à 5 000 francs, depuis 1978, pour l'enseignement supérieur de type long (Exposé du Ministre, doc. C.C.F., S.O. 1989-1990, n° 147/2, p. 3).

En conséquence, le fait de maintenir le principe d'un minerval pour l'accès à ce type d'enseignement ne va pas à l'encontre de l'obligation définie sub B.4.3 s'imposant à la Belgique. Ces droits peuvent par ailleurs être augmentés, postérieurement à 1983, en fonction notamment d'une appréciation raisonnable de l'évolution du coût de la vie, de celle du produit national et de l'élévation du revenu moyen par habitant, par rapport à l'époque où ils ont été fixés sans qu'une telle augmentation ne porte atteinte à l'obligation de standstill résultant du Pacte de 1966.

B.7.3. Par ailleurs, le montant du minerval qui doit être acquitté pour accéder à l'enseignement supérieur non universitaire constitue un élément essentiel de la réglementation relative à cet enseignement en ce qu'il détermine l'accès effectif à celui-ci.

En outre, en vertu des § 2 bis et 2 ter, nouveaux, établis par la disposition attaquée, les subventions de fonctionnement de l'enseignement supérieur de type long et de type court sont diminuées, selon le cas, de tout ou partie des montants perçus au titre du minerval. De la sorte, les mesures prises de façon autonome par l'Exécutif affecteront la détermination du subventionnement effectif des établissements concernés. Or, le subventionnement de l'enseignement doit, en vertu de l'article 17, § 5, de la Constitution, être réglé par le décret lui-même.

Il résulte de ce qui précède qu'en vertu de l'article 17, § 5, de la Constitution, le montant du minerval, ou la fourchette dans laquelle peut être déterminé ce montant, doit être établi par le décret. La fixation de ces mesures ne peut être déléguée à l'Exécutif. Il en va de même de la détermination des principes de base d'une réglementation relative à l'exonération du paiement d'un minerval.

B.7.4. Dès lors, la deuxième phrase du § 2, nouveau, inséré dans l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 par l'article 5 du décret entrepris doit être annulée, sauf en ce qui concerne l'établissement des modalités de recouvrement du minerval, matière qui ne constitue pas un élément essentiel de l'organisation de l'enseignement concerné.

B.7.5. Le § 2 bis, nouveau, inséré dans l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 par l'article 5 du décret entrepris résiste au contrôle de constitutionnalité. En effet, le législateur a nettement déterminé, par cette disposition, l'impact du montant perçu au titre de minerval dans l'enseignement supérieur de type court subventionné sur les subventions de fonctionnement dues aux établissements d'enseignement supérieur de ce type.

B.7.6. Par contre, en ne fixant pas, au § 2 ter, nouveau, inséré dans l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 par l'article 5 du décret entrepris, la fraction des montants du minerval perçus par les institutions d'enseignement supérieur de type long qui sera versée au patrimoine des dites institutions et en habilitant à cette fin l'Exécutif, le

législateur décrétal a méconnu l'article 17, § 5, de la Constitution en ce qu'il délègue à l'Exécutif un aspect essentiel de la réglementation du financement par la Communauté de ce type d'enseignement. Cette disposition doit donc être annulée.

Quant à l'enseignement supérieur de promotion sociale

B.8.1. Les articles 6, 7, 8 et 9 du décret entrepris concernent la réglementation des droits d'inscription en matière d'enseignement de promotion sociale. Ces dispositions sont rédigées comme suit :

« Art. 6. § 1er. Le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale, visé à l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est fixé de la manière suivante :

— dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, 20 francs par période de 50 minutes de cours avec un minimum de 2 000 francs et un maximum de 3 000 francs par an;

— dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, 30 francs par période de 50 minutes de cours avec un minimum de 3 000 francs et un maximum de 4 000 francs par an;

— dans les enseignements secondaire et supérieur de promotion sociale, 50 francs par période de 50 minutes de cours avec un minimum de 3 000 francs et un maximum de 6 000 francs par an dans les sections ou formations à caractère occupationnel ainsi que pour les personnes qui sont âgées de plus de 50 ans à la date d'inscription dans la section ou dans la formation.

§ 2. L'Exécutif de la Communauté française dresse la liste des sections ou formations à caractère occupationnel visées au § 1er du présent article.

Art. 7. Le dernier alinéa de l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est complété par le texte suivant :

« Lorsque les montants du droit d'inscription sont supérieurs aux montants des crédits de fonctionnement des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française ou des subventions de fonctionnement des établissements subventionnés d'enseignement de promotion sociale, la différence entre les montants du droit d'inscription et les crédits ou subventions de fonctionnement est versée sur un compte ouvert à la Section particulière du budget de l'Education, de la Recherche et de la Formation, et dont l'utilisation est décidée par l'Exécutif de la Communauté française. »

Art. 8. L'arrêté royal du 5 janvier 1987 fixant le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale est abrogé à la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 6.

Art. 9. Les dispositions des articles 6, 7 et 8 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1990. »

B.8.2. La Cour constate que le législateur n'avait pas établi, antérieurement à 1983, la gratuité de l'accès à l'enseignement supérieur de promotion sociale.

Le fait que des droits d'inscription aient été imposés par l'arrêté royal n° 402 du 17 septembre 1986 et que ces droits aient été modifiés par le décret entrepris ne va donc pas à l'encontre de l'obligation de « stand-still » qui résulte de la combinaison de l'article 17 de la Constitution avec l'article 13 du Pacte de 1966 dans la mesure où, en raison de leur montant tel qu'il est fixé par le décret entrepris, ces droits d'inscription ne peuvent être considérés, par rapport au revenu moyen par habitant du Royaume, comme constituant un obstacle grave et majeur à l'accès à l'enseignement en cause, ce compte tenu des dérogations préexistantes, prévues en faveur des personnes disposant de peu de ressources. Le décret entrepris ne constitue donc pas une régression par rapport à la situation existant en 1983, en tant qu'il établit les niveaux minima et maxima des droits d'inscription requis pour l'accès à l'enseignement supérieur de promotion sociale. L'article 6, § 1er, du décret entrepris résiste donc au contrôle de conformité aux exigences de l'article 17, § 3, de la Constitution combiné avec l'article 13 du Pacte de 1966.

B.8.3. L'article 6, § 2, du décret entrepris charge l'Exécutif de la Communauté française de dresser une liste, en matière d'enseignement de promotion sociale, des sections ou formations à caractère occupationnel. La fixation d'une telle liste ne constitue pas un aspect essentiel de la réglementation relative à cet enseignement. L'article 17, § 5, de la Constitution ne s'oppose pas à ce qu'une telle habilitation soit donnée à l'Exécutif.

B.8.4. L'article 7 du décret entrepris est conforme à l'article 17, § 5, de la Constitution, sauf en ce qu'il dispose que l'utilisation de la différence entre les montants des droits d'inscription et les crédits ou subventions de fonctionnement est décidée par l'Exécutif de la Communauté française sans établir à l'égard de cet Exécutif les principes qu'il aura à respecter dans la réglementation de cette « utilisation ».

En conséquence, il convient d'annuler les mots « et dont l'utilisation est décidée par l'Exécutif de la Communauté française » figurant dans la disposition attaquée.

B.8.5. Sous réserve de ce qui précède, sont valides la disposition abrogatoire de l'article 8 du décret entrepris ainsi que l'article 9 du même décret qui règle l'entrée en vigueur des articles 6, 7 et 8.

2. En ce qui concerne les droits pour frais administratifs régis par les articles 2, 4 et 12 du décret entrepris

B.9.1. L'article 2 du décret entrepris porte :

« Toute demande introduite en vue d'obtenir une équivalence en application de la loi du 19 mars 1971 est frappée d'un droit pour frais administratifs dont le montant est fixé par arrêté de l'Exécutif.

Le montant de ce droit est versé à un fonds créé à la Section particulière du budget et dont le produit est affecté au fonctionnement de l'enseignement concerné. »

L'article 4 du décret entrepris insère à l'article 39 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires des alinéas 3 et 4 selon lesquels :

« Le Conseil d'administration de chaque institution universitaire est autorisé à percevoir un droit sur la délivrance des originaux ou des copies de diplômes, certificats ou attestations de quelque nature que ce soit.

Le produit de ces droits est attribué au patronne non affecté. »

L'article 12 du décret entrepris dispose :

« En matière de perception de droits d'inscription, d'équivalence de titres étrangers aux titres belges ou d'homologation de diplômes, des fonds peuvent être ouverts à la Section particulière du budget.

Les recettes des fonds susvisés sont affectées à des dépenses relatives aux niveaux d'enseignement concernés. »

B.9.2. Les droits pour frais administratifs établis par les articles 2 et 4 du décret entrepris ne concernent pas l'accès aux études supérieures. Leur création ne peut donc être considérée comme allant à l'encontre de l'article 17, § 3, de la Constitution combiné avec l'article 13 du Pacte ONU de 1966.

La fixation du niveau de ces droits pour frais administratifs ne porte pas sur la détermination d'un élément essentiel de la réglementation relative à l'enseignement. Elle peut donc être déléguée, selon le cas, à l'Exécutif de la Communauté française ou au conseil d'administration des universités.

B.9.3. Par ailleurs, en ce qu'elles déterminent de façon précise l'affectation des droits perçus, les dispositions entreprises sont conformes à l'article 17, § 5, de la Constitution.

Sur le deuxième moyen

B.10. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 6, 6bis et 17, § 4, de la Constitution combinés avec l'article 2 du premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, selon lequel « nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction ».

B.11.1. Selon la première branche du moyen, en prévoyant des droits d'inscription pour l'accès à l'enseignement supérieur, le législateur décrétoirait à l'encontre des dispositions visées au moyen en ce que seraient discriminés ceux qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour acquitter ces droits d'inscription et en ce que seraient discriminés les étudiants qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire par rapport à ceux qui sont soumis à cette obligation et pour lesquels la gratuité de l'enseignement est garantie par la Constitution.

B.11.2. La Cour constate que les enseignements pour lesquels existe l'obligation scolaire (enseignement fondamental et enseignement secondaire) ne sont pas comparables, ni par leur nature ni par leur objet, avec les divers types d'enseignement supérieur visés par le décret. Les éventuelles différences de traitement entre ces deux types d'enseignement ne relèvent donc pas de l'article 17, § 4, de la Constitution.

B.11.3. Par ailleurs, l'article 2 du premier Protocole additionnel à la Convention n'établit nullement le principe de la gratuité de l'enseignement. Le moyen ne peut donc être retenu en ce qu'il dénonce une violation de l'article 17, § 4, de la Constitution combiné avec cette disposition.

Enfin, ainsi qu'il résulte de l'examen du premier moyen, un système de droits d'inscription, tel qu'il est établi par le décret, qui prévoit des droits réduits et des possibilités d'exonération totale ou partielle du minerval pour les plus démunis, ne peut être considéré comme constituant un obstacle réel à l'accès à l'enseignement supérieur.

B.12. La deuxième branche du moyen est dirigée contre l'article 1er du décret entrepris. Le recours n'étant pas recevable à l'égard de cette disposition, il n'y a pas lieu d'examiner cette branche du moyen.

B.13. Dans la troisième branche du moyen, les requérants soutiennent que le décret, en imposant seulement des minima de droits d'inscription, crée la possibilité d'une inégalité de traitement entre étudiants, pour un même type d'enseignement, les droits effectifs étant fixés par les autorités compétentes des pouvoirs organisateurs.

Le fait que les droits d'inscription et minervaux pourraient varier selon les établissements, pour un même type d'enseignement, ne va pas à l'encontre de l'article 17, § 4, de la Constitution pour autant que cette différence soit comprise entre des minima et des maxima qui doivent être fixés par le législateur décrétoir.

B.14. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

Sur le troisième moyen

B.15.1. Dans le troisième moyen, les requérants font valoir qu'il ne serait nullement exclu qu'une personne de moins de dix-huit ans suive l'une ou l'autre forme d'enseignement supérieur visée par le décret entrepris. Alors qu'elle serait toujours soumise à l'obligation scolaire — celle-ci ne prenant fin qu'à dix-huit ans —, elle devrait acquitter un droit d'inscription, ce en violation de l'article 17, § 3, alinéa 1er, seconde phrase, de la Constitution qui dispose que « l'accès à l'enseignement est gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire ».

B.15.2. Selon l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, « le mineur est soumis à l'obligation scolaire pendant une période (...) se terminant à la fin de l'année scolaire, dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de dix-huit ans ».

L'article 1er, § 3, de la même loi dispose cependant que le mineur qui a terminé avec fruit l'enseignement secondaire de plein exercice n'est plus soumis à l'obligation scolaire.

L'accès à l'enseignement concerné par les dispositions litigieuses étant subordonné à l'accomplissement des études secondaires, lesdites dispositions ne peuvent violer la disposition constitutionnelle visée au moyen.

Le moyen n'est pas fondé.

Maintien des effets des normes annulées

B.16. Afin de garantir la continuité de la politique en matière d'enseignement dans la Communauté française, il convient de maintenir jusqu'à la fin de l'année académique et scolaire en cours tous les effets des normes annulées, ce, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Par ces motifs,

La Cour

Annule :

1. le deuxième alinéa nouveau inséré dans l'article 39 de la loi du 27 juillet 1971 par l'article 4 du décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement dans la mesure où cette disposition laisse à d'autres autorités que le législateur décrétoir, sans leur imposer aucune limitation, la tâche de fixer le montant effectif des droits d'inscription pour une année d'études universitaires;

2. les mots « le montant minimum » ainsi que les mots « et l'éventuelle exonération totale ou partielle » figurant dans la deuxième phrase du § 2 nouveau inséré dans l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 par l'article 5 du décret précité;

3. la première phrase du deuxième alinéa du § 2ter nouveau inséré dans l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 par l'article 5 du décret précité;

4. les mots « et dont l'utilisation est décidée par l'Exécutif de la Communauté française » figurant à l'alinéa final inséré dans l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 par l'article 7 du décret précité.

Maintient les effets des normes annulées jusqu'à la fin de l'année académique et scolaire en cours.

Rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 7 mai 1992, par le siège précité dans lequel le juge M. Melchior, légitimement empêché, a été remplacé pour le présent prononcé par le juge P. Martens, conformément à l'ordonnance de ce jour du président en exercice I. Pétry.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen.

Le Président,

I. Pétry.

ARBITRAGEHOF

N. 92 — 1520

[S-C — 21161]

Arrest nr. 33/92 van 7 mei 1992

Rolnummer 271

In zake: het beroep tot vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » (tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs) (*Belgisch Staatsblad* van 26 oktober 1990), ingesteld door de vereniging zonder winstoogmerk Cercle des Etudiants en Alternance en consorten.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters I. Pétry en J. Delva, en de rechters D. André, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior en H. Boel, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van voorzitter I. Pétry.

wijst na beraad het volgende arrest:

I. Onderwerp van het beroep

Bij een verzoekschrift van 26 februari 1991, aan het Hof overgezonden bij op dezelfde dag ter post aangezekende brief, wordt de vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » (tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs) (*Belgisch Staatsblad* van 26 oktober 1990) gevorderd door:

de vereniging zonder winstoogmerk Cercle des Etudiants en Alternance (afgekort C.E.A.), met zetel Helihavenlaan 5, te 1210 Brussel;

de vereniging zonder winstoogmerk Association générale des étudiants ingénieurs Industriels (afgekort A.G.E.I.I.), met zetel Grondelsstraat 1, te 1070 Brussel;

de vereniging zonder winstoogmerk Fédération étudiante de l'Université de Liège (afgekort F.E.D.E.), met zetel op de campus van Sart-Tilman, bâtiment B7, te 4000 Luik;

François Thiry, student, woonachtig rue de la Gendarmerie 14, te 4150 Nandrin;

Christophe Derenne, student, woonachtig rue des Ecoles, Gembe 19, te 6889 Daverdisse;

Philippe Lesne, student, woonachtig Hebronlaan 148, te 1950 Kraainem;

Véronique Recht, studente, woonachtig Karel Martelstraat 26 te 1040 Brussel,

die woonplaats hebben gekozen op het kantoor van Mr. Jeanine Geairain en Mr. Monique Detry, advocaten, de Praeterestraat 25, te 1050 Brussel.

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 27 februari 1991 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Van het beroep is kennisgegeven conform artikel 76, § 1, van de voormelde wet bij op 14 maart 1991 ter post aangetekende brieven, op 15 maart 1991 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 16 maart 1991 bekendgemaakt.

De Franse Gemeenschapsexecutieve heeft een memorie ingediend bij op 20 april 1991 ter post aangetekende brief, op 30 april 1991 op de griffie ontvangen.

Een afschrift van die memorie is aan de verzoekers overgezonden conform artikel 89 van de organieke wet bij op 14 mei 1991 ter post aangetekende brieven, op 15 mei 1991 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

De verzoekers hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 14 juni 1991 ter post aangetekende brief, op 17 juni 1991 op de griffie ontvangen.

Bij beschikking van 4 november 1991 is rechter L. De Grève aangesteld als lid van de zetel ter vervanging van rechter K. Blanckaert, verhinderd.

Bij beschikkingen van 2 juli 1991 en 17 januari 1992 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen respectievelijk tot 26 februari 1992 en tot 26 augustus 1992 verlengd.

Bij beschikking van 4 februari 1992 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de terechtzitting op 27 februari 1992 vastgesteld.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 5 februari 1992 ter post aangetekende brieven, op 6 februari 1992 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Op de terechtzitting van 27 februari 1992:

— zijn verschenen:

Mr. J. Geairain, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekers;

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Franse Gemeenschapsexecutieve, Kunstlaan 19A-D, te 1040 Brussel;

— hebben de rechters M. Melchior en L. De Grève verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De procedure is verlopen conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van het decreet

Het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 bestaat uit 12 artikelen.

Artikel 1 voorziet in een inschrijvingsgeld in het zevende leerjaar van het algemeen secundair onderwijs. Het stelt het bedrag van dat inschrijvingsgeld voor het schooljaar 1990-1991 vast en belast de Executieve met het jaarlijks vaststellen van het bedrag ervan voor de andere jaren. Het artikel bepaalt tenslotte dat de opbrengst van dat inschrijvingsgeld in mindering wordt gebracht van de werkingssubsidies die aan de bedoelde onderwijsinstellingen worden toegekend.

Artikel 2 heft een recht, waarvan het bedrag door de Franse Gemeenschapsexecutieve wordt vastgesteld, op elke aanvraag die wordt ingediend om de gelijkwaardigheid van een diploma te verkrijgen met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften. Het artikel bestemt de opbrengst van dat recht voor de werking van het bedoelde onderwijs.

Artikel 3 heeft betrekking op het statuut van het personeel van het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs.

Artikel 4 vervangt het tweede lid van artikel 39 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen. Het bepaalt dat het inschrijvingsgeld, vastgesteld door de raad van bestuur krachtens het eerste lid van genoemd artikel 39, niet minder dan respectievelijk eenentwintigduizend frank en tweeduizend frank mag bedragen naargelang het om een wel of een niet beursgerechtigd student gaat. Het artikel machtigt de raad van bestuur van elke universitaire instelling een recht te heffen op de uitreiking van originele stukken en afschriften van diploma's, getuigschriften of attesten van welke aard ook. Het artikel bepaalt tenslotte dat de opbrengst van die rechten — inschrijvingsgelden en rechten op de uitreiking van documenten — aan het niet-gereserveerde vermogen van de instelling wordt toegevoegd.

Artikel 5 vervangt paragraaf 2 van artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 door vier nieuwe paragrafen.

De nieuwe paragraaf 2 bepaalt dat een schoolgeld wordt opgelegd aan de studenten van de instellingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type, van het lange type en van de derde graad, en in de koninklijke muziekconservatoria. Het bepaalt dat de Franse Gemeenschapsexecutieve het minimumbedrag, de wijze van inning en de eventuele gehele of gedeeltelijke vrijstelling van dat schoolgeld vaststelt.

Paragraaf 2bis bepaalt dat de werkingsubsidies van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde instellingen voor hoger onderwijs van het korte type en van de derde graad met het bedrag van het geheven schoolgeld worden vermindert.

Paragraaf 2ter betreft de bestemming van het door de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan geheven schoolgeld. Een gedeelte van de minimumbedragen van dat schoolgeld vastgesteld door de Franse Gemeenschapsexecutieve wordt aan het vermogen van de betrokken instelling toegevoegd, het andere gedeelte wordt in mindering gebracht van de werkingsubsidies.

Paragraaf 4 bepaalt dat de student die het schoolgeld niet uiterlijk op 15 november van het lopende academiejaar heeft voldaan niet in aanmerking komt voor financiering.

Artikel 6 bepaalt in paragraaf 1 het bedrag van het inschrijvingsrecht in het onderwijs voor sociale promotie, welk bedrag varieert volgens het niveau van het onderwijs, de gevolgde afdelingen of opleidingen en de leeftijd. Volgens paragraaf 2 stelt de Franse Gemeenschapsexecutieve de lijst op van de afdelingen of opleidingen met beroepsdoeleinden waarvan sprake in paragraaf 1.

Artikel 7 vult artikel 12, § 3, van de wet van 29 mei 1959 aan met een bepaling die de bestemming regelt van de opbrengst van het inschrijvingsrecht in het onderwijs voor sociale promotie wanneer dat hoger is dan het bedrag van de werkingskredieten of de werkingsubsidies.

De artikelen 8 en 10 zijn opheffingsbepalingen.

Artikel 9 stelt de inwerkingtreding vast.

Artikel 11 betreft het aantal lestijden dat in het secundair onderwijs met beperkt leerplan tijdens de schooljaren 1990-1991 en 1991-1992 kan worden ingericht.

Artikel 12 staat de opening toe van fondsen op de afzonderlijke sectie van de begroting inzake inning van inschrijvingsgeld, de erkenning van de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's met de Belgische diploma's of de homologatie van diploma's. Het bepaalt dat de ontvangsten van die fondsen aangewend worden voor uitgaven met betrekking tot de betrokken onderwijsniveaus.

IV. In rechte

A

A.1.1. Vóór de formulering van de middelen geven de verzoekers te kennen dat zij van het vereiste belang doen blijken.

De diverse beroep instellende verenigingen laten gelden dat hun maatschappelijk doel het hun toestaat beroep in te stellen tot vernietiging van een decreet dat, zoals het bestreden decreet, inbreuk maakt op de situatie van de studenten.

De verzoekers Thiry, Derenne, Lesne en Recht zeggen dat zij respectievelijk de leergangen volgen van een instelling voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan, een universitaire instelling, een instelling voor hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan en in het hoger onderwijs voor sociale promotie. Zij zouden van het belang doen blijken doordat zij een inschrijvingsgeld moeten voldoen.

A.1.2. De Franse Gemeenschapsexecutieve betwist dat het doel van elk van de beroep instellende verenigingen hen machtigt een collectief belang te verdedigen of voor een rechtscollege de belangen te vertegenwoordigen van de studenten, al dan niet lid van genoemde verenigingen.

Hoe het ook zij, opmerking zou verdienen dat de verenigingen zonder winstoogmerk Cercle des Etudiants en Alternance en Association Générale des Etudiants Ingénieurs Industriels hoogstens geïnteresseerd zouden zijn bij de bepalingen van het decreet die de rechtssituatie van de studenten die zich inschrijven in een instelling voor hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan rechtstreeks en ongunstig kunnen raken omdat een van die verenigingen slechts betrekking heeft op de studenten van de Hautes Etudes de commerce Saint-Louis (alternerende dagopleiding), de andere slechts op de studenten van het Institut supérieur industriel de l'Etat te Brussel. Alleen artikel 5 zou betrekking hebben op het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan. Toch zou dat artikel noch het bedrag van het inschrijvingsgeld noch het minimuminschrijvingsgeld vaststellen. Die bevoegdheid zou zijn opgedragen aan de Franse Gemeenschapsexecutieve, die haar in haar besluit van 13 augustus 1990 zou hebben uitgeoefend. Geen van de twee verenigingen zonder winstoogmerk zou bij de Raad van State de vernietiging van dat besluit hebben gevorderd. In zoverre de twee voormelde verenigingen niet het principe, maar het bedrag van de inschrijvingsgelden zouden aanvechten, zouden ze geen belang hebben om, zelfs gedeeltelijk, de vernietiging van het decreet te vorderen.

De vereniging zonder winstoogmerk Fédération étudiante de l'Université de Liège, gesteld dat haar maatschappelijk doel toestaat het beroep in te stellen, zou enkel geïnteresseerd zijn bij artikel 4, dat als enig artikel de rechtssituatie van de studenten die zich in een universitaire instelling inschrijven rechtstreeks en ongunstig zou kunnen raken.

De Franse Gemeenschapsexecutieve stelt dat het beroep niet-ontvankelijk is in zoverre het van de verzoekers Thiry en Lesne uitgaat. Die zouden niet opkomen tegen het principe van het inschrijvingsgeld, maar wel tegen het bedrag ervan, dat door de Franse Gemeenschapsexecutieve dient te worden vastgesteld.

Volgens dezelfde partij zou de verzoeker Derenne slechts van het belang doen blijken ten aanzien van artikel 4 van het decreet in zoverre het artikel het in de universitaire instellingen te heffen minimuminschrijvingsgeld op eenentwintigduizend frank vaststelt.

De verzoekster Recht, die noch haar leeftijd noch de opleiding die zij volgt preciseert, zou enkel gerechtigd zijn beroep in te stellen tot vernietiging van artikel 6 in zoverre het het minimum- en het maximuminschrijvingsgeld in het hoger onderwijs voor sociale promotie vaststelt.

A.1.3. In hun memorie van antwoord doen de verzoekers opmerken dat uit het corpus van het beroep en de toelichting bij de vier middelen zeer duidelijk blijkt dat zij de principes zelf van het decreet en niet uitsluitend de wijze van toepassing ervan aanvechten.

Zij stellen dat Mevr. Véronique Recht geen vijftig jaar oud is en dat zij de leergangen graduaat in de public relations volgt, ingericht door de Université libre de Bruxelles en de Kamer van Koophandel te Brussel.

A.2. De verzoekers voeren vier middelen aan.

Eerste middel

A.3.1. Als eerste middel wordt de schending aangevoerd van de artikelen 17, § 3, eerste lid, 6 en *6bis* van de Grondwet juncto artikel 13 van het Internationaal Verdrag betreffende de economische, sociale en culturele rechten.

De verzoekers verwijten de Franse Gemeenschap de kosteloosheid van het onderwijs te hebben miskend. Zij stellen dat de onder meer door de artikelen 6 en *6bis* van de Grondwet aan de Belgen gewaarborgde rechten en vrijheden de rechten en vrijheden omvatten die voortvloeien uit de internationale verdragsbepalingen die België binden en die in de internerechtsorde toepasselijk zijn gemaakt door een instemmingsbesluit, zoals het Arbitragehof zou hebben overwogen in zijn arresten nrs. 18/90 en 25/90. Tot die internationale verdragsbepalingen zou behoren het Internationaal Verdrag betreffende de economische, sociale en culturele rechten, gesloten te New York op 19 december 1966, goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981 en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1982.

Artikel 13.2. van genoemd Verdrag zou voorzien in de geleidelijke invoering van de kosteloosheid van zowel het secundair als het hoger onderwijs. Dat artikel, dat rechtstreeks toepasselijk zou zijn in de interne orde buiten elk subjectief recht, zou de Franse Gemeenschap verplichten naar kosteloosheid te streven en hoe dan ook geen norm aan te nemen die tegen de aangegane verbintenis ingaat. Het decreet zou die internationale bepaling miskennen, zoals de Raad van State zou hebben opgemerkt in zijn advies van 22 juni 1990 over het voorontwerp van decreet dat aan het bestreden decreet ten grondslag ligt.

A.3.2. De Franse Gemeenschapsexecutieve leidt uit de toelichting bij het middel af dat het uitsluitend gericht is tegen de artikelen 1, 2, 4, 5 en 6. De verzoekers zouden er niet in slagen hun belang aan te tonen ten aanzien van de artikelen 1, 2 en 5 zodat het onderzoek zou moeten worden beperkt tot de conformiteit van de artikelen 4 en 6 met de in het middel bedoelde bepalingen.

Volgens de Franse Gemeenschapsexecutieve is artikel 13 van het Internationaal Verdrag betreffende de economische, sociale en culturele rechten geen direct toepasselijke bepaling, omdat zij algemeen zou zijn en onnauwkeurig en omdat artikel 2 van het Verdrag uitdrukkelijk zou bepalen dat de Staten de nagestreefde doelstellingen geleidelijk tot stand moeten brengen. Dat zou in het bijzonder zo zijn voor de verschillende vormen van hoger onderwijs, aangezien artikel 13.2.c. immers voorziet in een geleidelijke invoering van de kosteloosheid van dat onderwijs. De gebruikte bewoordingen zouden niet dermate nauwkeurig zijn dat de bepaling rechtstreeks toepasselijk is.

Wat er ook van zij, aldus de Franse Gemeenschapsexecutieve, zelfs aangenomen dat artikel 13 rechtstreeks toepasselijk is en een verplichting tot « standstill » inhoudt, toch zou dienen te worden vastgesteld dat die verplichting pas verbindend is kunnen worden sinds de inwerkingtreding van het Verdrag in de interne rechtsorde. Bijgevolg zou moeten worden gelet op het tijdstip waarop de instemmingswet van 15 mei 1981 uitwerking heeft gekregen.

Volgens de mening van de Franse Gemeenschapsexecutieve moet de verplichting tot « standstill » realistisch worden bekeken. De verhoging van de nominale waarde van het inschrijvingsgeld om de gevolgen van de inflatie te compenseren zou niet als een reële verhoging in aanmerking kunnen worden genomen. Ook zou een hogere stijging dan die als gevolg van de inflatie de « standstill-clausule » niet schenden aangezien de schoolinstellingen van de Franse Gemeenschap in ruime mate zowel voor Belgen als buitenlandse onderdanen openstaan. Dienaangaande laat de Franse Gemeenschapsexecutieve gelden dat artikel 13.2.c. van het Verdrag in de toegankeelijkheid van het onderwijs voor allen « door middel van alle passende maatregelen » voorziet. De geleidelijke invoering van de kosteloosheid zou slechts een van de middelen zijn. Tenslotte zouden de inschrijvingsgelden niet verhogen wanneer ze de toename van het nationaal inkomen niet te boven zouden gaan, omdat het gedeelte van de koopkracht dat door de bevolking aan de onderwijslasten wordt besteed in werkelijkheid niet zou toenemen.

A.3.3. In hun memorie van antwoord stellen de verzoekers dat de Belgische Staat zich heeft ontzegd, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het Verdrag in België op 6 juli 1983, maatregelen te nemen die indruisen tegen die vervat in het Verdrag.

Op 6 juli 1983 zou in het universitair onderwijs geen minimuminschrijvingsgeld hebben bestaan; de wet van 27 juli 1971 zou slechts in de gelijkheid van de voorwaarden en schalen van de inschrijvingsgelden in de verschillende universitaire instellingen hebben voorzien.

In het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan zou artikel 12 van de wet van 29 mei 1959, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1978, bepaald hebben dat de Koning het minimumbedrag van de inschrijvingsgelden vaststelt. In zoverre het decreet het principe van een minimuminschrijvingsgeld overneemt, zou het geenszins ertoe strekken geleidelijk de kosteloosheid in te stellen.

In het hoger onderwijs van het korte type zou artikel 12 van de wet van 29 mei 1959, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1978, ertoe hebben verplicht jaarlijks de minister van Nationale Opvoeding het bedrag van het inschrijvingsgeld mee te delen. Er zou in geen minimuminschrijvingsgeld zijn voorzien. De verzoekers beweren dat niets zich er tegen zou hebben verzet dat het inschrijvingsgeld nul zou hebben bedragen.

In het onderwijs voor sociale promotie zou het inschrijvingsgeld zijn ingesteld bij het koninklijk besluit nr. 462 van 17 september 1986, dat wil zeggen na 1983.

De verzoekers stellen dat het Verdrag in België rechtstreeks toepasselijk is. De Raad van State zou de rechtstreekse werking van het Verdrag hebben aangenomen in zijn arrest nr. 32.989 van 6 september 1989.

Volgens de verzoekers zouden de overwegingen die de Franse Gemeenschap te kennen geeft in verband met het aandeel van de onderwijskosten in het budget en in het nationaal inkomen niet pertinent zijn. Van elk individu, ongeacht zijn sociale of financiële situatie, zou het recht op toegang tothet onderwijs door de geleidelijke instelling van de kosteloosheid moeten worden nageleefd. Het zou dus niet juist zijn te letten op een gemiddeld inkomen per inwoner, dat zowel door de grootste vermogens als door de laagste inkomens wordt bepaald.

Bovendien zou de bewijsvoering van de Franse Gemeenschap door geen cijfers worden onderbouwd. Tenslotte zou met de buitenlandse studenten geen rekening kunnen worden gehouden, aangezien de Franse Gemeenschap zich niet op de inachtneming van bepaalde internationale verbintenissen kan beroepen om te weigeren er andere uit te voeren.

Tweede middel

A.4.1. Als tweede middel wordt de schending aangevoerd van de artikelen 6, 6bis en 17, § 4, van de Grondwet juncto artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Het middel bestaat uit drie onderdelen.

In het eerste onderdeel van het middel beweren de verzoekers dat het onderwijs, wil het voor ieder toegankelijk zijn, naar kosteloosheid moet streven. Het bestreden decreet zou diegenen discrimineren die niet de financiële middelen hebben om de studie te bekostigen.

In het tweede onderdeel van het middel verwijten de verzoekers het decreet dat het een inschrijvingsgeld instelt in het zevende jaar van het algemeen secundair onderwijs; de leerlingen die dat onderwijs volgen, zouden worden gediscrimineerd ten opzichte van diegenen die in het technisch, beroeps- of artistiek secundair onderwijs zijn ingeschreven.

In het derde onderdeel van het middel betogen de verzoekers dat het decreet, door minimuminschrijvingsgelden op te leggen, een ongelijke behandeling van de studenten in het leven roept. De onderwijsinstellingen zou immers geheel de vrije hand worden gelaten boven dat minimum zodat de inschrijvingsgelden zouden kunnen verschillen bij instellingen van hetzelfde type voor dezelfde studierichtingen en met dezelfde inrichtende macht.

A.4.2. In haar memorie acht de Franse Gemeenschapsexecutieve het middel niet-ontvankelijk omdat er niet uit kan worden opgemaakt in hoeverre, volgens de verzoekers, de verschillende bepalingen van het aangevochten decreet artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden schenden.

Subsidiair zou het middel, gezien de ontwikkelingen ervan, alleen ontvankelijk zijn in zoverre het de vernietiging van artikel 4 van het decreet beoogt.

Bovendien zou het eerste onderdeel van het tweede middel slecht zijn gesteld en zou het met het eerste middel samenvallen.

De Franse Gemeenschapsexecutieve verklaart dat zij derhalve slechts zeer subsidiair op de grond van de zaak ingaat.

Volgens haar mening staat het vast dat noch het Verdrag noch het interne recht kosteloos onderwijs tot aan het einde van de studie waarborgen en enig verschil van stelsel verbieden. De diverse vormen van onderwijs zouden niet op dezelfde manier moeten worden geregeld, aangezien de gelijkheid alleen wordt geschonden indien het onderscheid onverantwoord is.

Er zou dienen te worden opgemerkt dat de bestreden bepalingen uitsluitend studenten uit het hoger onderwijs betreffen, die niet meer onder de leerplicht vallen en vrijwillig doorstuderen. Ook zou, wat inzonderheid artikel 4 van het decreet betreft, niet uit het oog mogen worden verloren dat artikel 39 van de wet van 27 juli 1971, zoals gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 434 van 5 augustus 1986, reeds zou hebben bepaald dat de hoogte van het inschrijvingsgeld door de raad van bestuur van de universitaire instelling wordt vastgesteld. Voor de invoering van het bestreden decreet zou het inschrijvingsgeld dus al van instelling tot instelling hebben verschild. Die regeling zou onder meer verantwoord zijn in het licht van het bijzondere financieringsstelsel van de universitaire instellingen.

A.4.3. In hun memorie van antwoord betwisten de verzoekers dat het middel niet-ontvankelijk zou zijn; uit het verzoekschrift zou de door het middel beoogde decreetsbepalingen kunnen worden opgemaakt.

Volgens de verzoekers zou de Franse Gemeenschap een selectie- en studiekeuzecriterium hebben ingevoerd of geaccentueerd dat los staat van, zonet tegengesteld is aan, het doel van het onderwijs: het criterium van de financiële draagkracht.

Voor de verzoekers doet het feit dat het financiële criterium buiten de gevallen van de leerplicht geldt niets af aan het discriminerende karakter ervan. Voorts zou het koninklijk besluit nr. 434 van 5 augustus 1986, dat zou gebroken hebben met de gelijkheid van behandeling in de universitaire instellingen, de gemeenschapswetgever niet machtigen op de hiermee ingeslagen weg naar de ongrondwettigheid verder te gaan.

Derde middel

A.5.1. Als derde middel wordt de schending aangevoerd van artikel 17, § 3, eerste lid, van de Grondwet.

De verzoekers zetten daarin uiteen dat het geenszins is uitgesloten dat een leerling van het zevende leerjaar van het secundair onderwijs of een eerstejaarsstudent van het hoger onderwijs bij zijn inschrijving jonger is dan 18 jaar.

Volgens de verzoekers loopt de leerplicht pas af op 18 jaar. Het decreet zou dan ook de bepaling miskennen van artikel 17, § 3, eerste lid, van de Grondwet, volgens welke de toegang tot het onderwijs kosteloos is tot aan het einde van de leerplicht.

A.5.2. De Franse Gemeenschapsexecutieve doet opmerken dat volgens artikel 1, § 1, van de wet van 29 juni 1983 de leerplicht niet op een bepaalde leeftijd eindigt, maar wel bij het verstrijken van het schooljaar tijdens hetwelk de leeftijd van 18 jaar wordt bereikt. Toch zou artikel 1, § 3, van dezelfde wet bepalen dat diegene die met vrucht het secundair onderwijs met volledig leerplan heeft afgemaakt niet langer leerplichtig is.

A.5.3. In hun memorie van antwoord verklaren de verzoekers dat zij zich naar het oordeel van de rechter zullen gedragen wat het derde middel betreft.

Vierde middel

A.6.1. Als vierde middel wordt de schending aangevoerd van artikel 17, § 5, van de Grondwet.

De verzoekers verwijten daarin het decreet de Franse Gemeenschapsexecutieve zeer belangrijke bevoegdheden te verlenen met betrekking tot de bij de genoemde grondwetsbepaling bedoelde aangelegenheden.

De verzoekers doen opmerken dat de Franse Gemeenschapsexecutieve ermee belast wordt jaarlijks het inschrijvingsgeld vast te stellen in het zevende leerjaar van het algemeen secundair onderwijs. Aangezien het inschrijvingsgeld van de werkingssubsidies zou worden afgetrokken, zou uiteindelijk de Franse Gemeenschapsexecutieve de werkelijke hoogte van de subsidiëring bepalen. Hetzelfde zou gelden voor de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, van het korte type en van de derde graad alsmede voor de koninklijke muziekconservatoria. Bovendien zou in die instellingen de niet-betaling van het door de Franse Gemeenschapsexecutieve vastgestelde recht door niet-subsidiëring worden gesanctioneerd. Het zou de Franse Gemeen-

schapsexecutieve ook nog toekomen de lijst op te stellen van de afdelingen of opleidingen met beroepsdoeleinden en dan ook zowel de inrichting als de werking van dat onderwijs te regelen. Tenslotte zou de Franse Gemeenschapsexecutieve beslissen over het gebruik van de rekening bedoeld in artikel 7.

A.6.2. In haar memorie laat de Franse Gemeenschapsexecutieve gelden dat de wet vóór de herziening van artikel 17 van de Grondwet, op 15 juli 1988, veelvuldig aan de Koning belangrijke bevoegdheden heeft opgedragen inzake inrichting of subsidiëring van het onderwijs.

Wat meer bepaald de vaststelling van de inschrijvingsgelden en de minimuminschrijvingsgelden betreft zou de wetgever vaak de Koning een machtiging hebben verleend. De Raad van State zou altijd van mening zijn geweest dat een en ander aan het grondwettelijke voorschrift beantwoordde. Ter staving van die stelling citeert de Franse Gemeenschapsexecutieve een passage uit het advies dat de Raad van State op 7 augustus 1986 over het voorontwerp van koninklijk besluit nr. 462 heeft gegeven.

Naar de opvatting van de Franse Gemeenschapsexecutieve heeft de grondwetgever bij de herziening van de artikelen 17 en 59bis weliswaar de onderwijsbevoegdheden van de Gemeenschap in aanzienlijke mate uitgebreid, maar heeft hij toch niet de uitoefening van die nieuwe bevoegdheden willen beperken door ze alleen voor de wetgever te reserveren.

De aangevochten bepalingen, die behoren tot de uitvoering van bepalingen waarin het decreet voorziet, zouden alleszins in overeenstemming zijn met artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

A.6.3. In hun memorie van antwoord beweren de verzoekers dat de referentie aan de situatie vóór de grondwetsherziening van 15 juli 1988 irrelevant is. Uit de vergelijking van de vroegere en de nieuwe tekst van artikel 17 van de Grondwet zou duidelijk de wil van de grondwetgever blijken om aan de wetgevende macht de bevoegdheid voor te behouden inzake onderwijsnormering.

B

Omvang van het beroep

B.1. Het dispositief van het verzoekschrift strekt tot de « gehele of gedeeltelijke » vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs.

Een dergelijk dispositief moet aldus worden opgevat dat het strekt tot de vernietiging van het decreet, primair : in zijn geheel, subsidiair : ten aanzien van sommige bepalingen ervan. De verzoekers, die dus de vernietiging van het voormelde decreet in zijn geheel vordoren, voeren echter geen middel tegen de artikelen 3, 10 en 11 aan.

Het Hof, dat de omvang van de vordering op grond van de inhoud van het verzoekschrift moet bepalen, stelt vast dat hierin slechts de vernietiging wordt gevorderd van de artikelen 1 en 2, 4 tot 9, en 12 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs.

De ontvankelijkheid

B.2.1. Volgens de Franse Gemeenschapsexecutieve staat het maatschappelijk doel van de drie beroep instellende verenigingen zonder winst oogmerk hun niet toe beroep in te stellen tot vernietiging van bepalingen die de studenten betreffen.

Indien een vereniging zonder winst oogmerk, die zich op een collectief belang beroept, toegang wenst tot het Hof, is vereist dat het maatschappelijk doel van de vereniging van bijzondere aard is en derhalve onderscheiden van het algemeen belang, dat dit doel door de bestreden norm kan worden geraakt, dat dit maatschappelijk doel werkelijk wordt nagestreefd, wat moet blijken uit de concrete activiteiten van de vereniging, dat de vereniging blijkt geeft van een duurzame werking, zowel in het verleden als in het heden en dat het collectief belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt.

De beroep instellende verenigingen voldoen aan die voorwaarden. Inzonderheid de statuten van de verenigingen Cercle des Etudiants en Alternance, Association Générale des Etudiants Ingénieurs Industriels en Fédération étudiante de l'Université de Liège machtigen genoemde verenigingen de vernietiging te vorderen van bepalingen die rechtstreeks en ongunstig de situaties van de studenten kunnen raken waarop zij betrekking hebben.

De exceptie van niet-ontvankelijkheid in verband met de niet-naleving van het maatschappelijk doel van de beroep instellende verenigingen wordt verworpen.

B.2.2. De Franse Gemeenschapsexecutieve stelt dat het beroep van de verenigingen zonder winst oogmerk Cercle des Etudiants en Alternance en Association Générale des Etudiants Ingénieurs Industriels alsmede het beroep van de verzoekers Thiry en Lesne niet-ontvankelijk is omdat die verzoekers het principe van het inschrijvingsgeld niet aanvechten.

Het Hof stelt vast dat alle verzoekers het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 verwijten in verband met de inschrijvingsgelden te beschikken.

De exceptie van niet-ontvankelijkheid in verband met het ontbreken van grieven wordt verworpen.

B.2.3.1. De Franse Gemeenschapsexecutieve laat gelden dat geen verzoeker door artikel 1, dat op het secundair onderwijs betrekking heeft, kan worden geraakt.

De verzoekers zouden evenmin geraakt kunnen worden door artikel 2, dat betrekking heeft op de aanvragen die worden ingediend met het oog op het verkrijgen van de gelijkwaardigheid met toepassing van de wet van 19 maart 1971.

Tenslotte zou het beroep van de verzoekster Recht tot vernietiging van artikel 6 slechts ontvankelijk zijn in zoverre het de minimum- en maximuminschrijvingsgelden in het hoger onderwijs voor sociale promotie vaststelt, omdat zij noch haar leeftijd noch de gevolgde opleiding precificeert.

B.2.3.2. Het maatschappelijk doel van de verschillende beroep instellende verenigingen betreft niet het secundair onderwijs; de andere verzoekers volgen de leergangen van het hoger onderwijs. Geen verzoeker doet van het vereiste belang blijken om de vernietiging te vorderen van artikel 1.

De statuten van de beroep instellende verenigingen sluiten geenszins de behartiging uit van de belangen van de studenten die gedeeltelijk in het buitenland hebben gestudeerd. Die verenigingen zijn ontvankelijk in hun beroep tot vernietiging van artikel 2.

De leeftijd van de verzoekster Recht alsmede de opleiding die zij volgt — hoger onderwijs voor sociale promotie — zijn voldoende gepreciseerd. De verzoekster Recht is ontvankelijk in haar beroep tot vernietiging van artikel 6 in zoverre het het hoger onderwijs voor sociale promotie beoogt.

B.2.4. Het maatschappelijk doel van geen enkele van de beroep instellende verenigingen houdt verband met het hoger onderwijs van de derde graad of van de muziekconservatoria; ook heeft geen individuele verzoeker een band met die onderwijsvormen. Bijgevolg is het beroep ten aanzien van artikel 5 van het decreet slechts ontvankelijk in zoverre het betrekking heeft op het hoger onderwijs van het korte en van het lange type.

B.2.5. Uit het voorgaande volgt dat het beroep slechts moet worden onderzocht in zoverre het de vernietiging beoogt van de artikelen 2 en 4; 5 — voor zover het op het hoger onderwijs van het korte en van het lange type betrekking heeft —; 6, 7, 8 en 9 — voor zover zij op het hoger onderwijs voor sociale promotie betrekking hebben — en 12 van het bestreden decreet.

Ten aanzien van het eerste en het vierde middel, samen onderzocht

B.3.1. Als eerste middel wordt schending aangevoerd van artikel 17, § 3, van de Grondwet juncto artikel 13 van het Internationaal Verdrag betreffende de economische, sociale en culturele rechten, gesloten te New York op 19 december 1966, in zoverre het decreet zou indruisen tegen de verplichting waaraan de Belgische autoriteiten krachtens het genoemde Verdrag zijn onderworpen, geen wettelijke regelingen vast te stellen die ingaan tegen de verplichting geleidelijk aan de kosteloze toegang tot het hoger onderwijs te verzekeren door de instelling van hogere inschrijvingsgelden, schoolgelden en rechten voor administratiekosten dan die welke bestonden bij de inwerkingtreding van het genoemde Verdrag ten aanzien van België.

Uit de toelichting bij het middel en het onderzoek van de ontvankelijkheid dat het Hof heeft verricht blijkt dat het middel slechts moet worden onderzocht in zoverre het tegen de artikelen 2, 4, 5, 6, 8 en 9 van het aangevochten decreet is gericht.

B.3.2. In het vierde middel verwijten de verzoekers het aangevochten decreet dat het talrijke opdrachten bevat aan de Franse Gemeenschapsexecutieve met betrekking tot aangelegenheden die krachtens artikel 17, § 5, van de Grondwet alleen door de decreetgever mogen worden geregeld.

Uit de toelichting bij het middel en het onderzoek van de ontvankelijkheid dat het Hof heeft verricht, blijkt dat dat middel slechts moet worden onderzocht in zoverre het tegen de artikelen 2, 4, 5, 6, § 2, 7, 8, 9 en 12 van het aangevochten decreet is gericht.

B.4.1. Artikel 17, § 3, van de Grondwet bepaalt in het eerste lid, eerste zin : « Iedereen heeft recht op onderwijs, met eerbiediging van de fundamentele rechten en vrijheden. »

Die fundamentele rechten, die de wetgever met betrekking tot de onderwijswetgeving moet naleven, vloeien niet alleen uit de andere bepalingen van titel II van de Grondwet voort, maar ook uit de desbetreffende internationale verdragen die België internationaal binden en in de interne rechtsorde zijn opgenomen door de invoering, al naar het geval, van een instemmingswet of een instemmingsdecreet in de zin van artikel 68, tweede lid, van de Grondwet en artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1900.

B.4.2. Artikel 13 van het Internationaal Verdrag betreffende de economische, sociale en culturele rechten, gesloten te New York op 19 december 1966, bepaalt onder meer :

- « 1. De Staten die partij zijn bij dit Verdrag erkennen het recht van een ieder op onderwijs (...)
2. De Staten die partij zijn bij dit Verdrag erkennen dat, ten einde tot een volledige verwezenlijking van dit recht te komen :

a) Het lager onderwijs voor allen verplicht en kosteloos beschikbaar dient te zijn;

b) Het middelbaar onderwijs in zijn verschillende vormen, waarbij inbegrepen het technisch onderwijs en de beroepsopleiding op middelbaar niveau, door middel van alle passende maatregelen en in het bijzonder door de geleidelijke invoering van kosteloos onderwijs, voor een ieder beschikbaar en algemeen toegankelijk dient te worden gemaakt;

c) Het hoger onderwijs door middel van alle passende maatregelen en in het bijzonder door de geleidelijke invoering van kosteloos onderwijs voor een ieder op basis van bekwaamheid gelijkelijk toegankelijk dient te worden gemaakt;

d) Het basisonderwijs zoveel mogelijk dient te worden gestimuleerd of geïntensiveerd ten behoeve van personen die geen lager onderwijs hebben genoten of dit niet hebben voltooid;

e) De ontwikkeling van een stelsel van inrichtingen voor onderwijs op alle niveaus met kracht dient te worden nagestreefd, een verantwoord stelsel van studiebeurzen in het leven dient te worden geroepen en de materiële omstandigheden van het onderwijzend personeel voortdurend dienen te worden verbeterd (...). »

Uit de lezing van voormeld artikel 13.2. blijkt dat het « lager onderwijs », het « middelbaar onderwijs » in zijn verschillende vormen » en het « hoger onderwijs » op verschillende wijze zijn behandeld. Het lager onderwijs moet « voor allen verplicht en kosteloos beschikbaar zijn »; het middelbaar onderwijs moet « voor een ieder beschikbaar en algemeen toegankelijk worden gemaakt »; het hoger onderwijs moet « voor een ieder op basis van bekwaamheid gelijkelijk toegankelijk worden gemaakt ». Wat het middelbaar en het hoger onderwijs betreft, moet de in het Verdrag ingeschreven doelstelling worden nagestreefd « door middel van alle passende maatregelen en in het bijzonder door de geleidelijke invoering van kosteloos onderwijs ».

B.4.3. Artikel 2.1. van het Internationaal Verdrag betreffende de economische, sociale en culturele rechten, bepaalt :

« Iedere Staat die partij is bij dit Verdrag verbindt zich maatregelen te nemen, zowel zelfstandig als binnen het kader van de internationale hulp en samenwerking, met name op economisch en technisch gebied, en met volledige gebruikmaking van de hem ter beschikking staande hulpbronnen, ten einde met alle passende middelen, inzonderheid de invoering van wettelijke maatregelen, tot een algehele verwezenlijking van de in dit Verdrag erkende rechten te komen. »

Uit de lezing van artikel 13.2. in samenhang met artikel 2.1. van het Internationaal Verdrag betreffende de economische, sociale en culturele rechten blijkt dat de — door het Verdrag opgelegde — gelijke toegankelijkheid van het hoger onderwijs « voor een ieder op basis van bekwaamheid » geleidelijk moet worden ingevoerd in de Verdragsluitende Staten, rekening houdend met de economische mogelijkheden en de situatie van de overheidsfinanciën eigen aan elk van die staten, en niet volgens strikt uniforme temporele voorwaarden.

Artikel 13.2., littera c), van het Verdrag heeft dan ook geen rechtstreekse gevolgen in de interne rechtsorde en doet op zichzelf geen recht op kosteloze toegang tot het hoger onderwijs ontstaan. Wel verzet die bepaling zich ertegen dat België, na de inwerkingtreding van het Verdrag ten aanzien van België — op 6 juli 1983 — maatregelen zou nemen die tegen dedoelstelling van de geleidelijke invoering van gelijke toegankelijkheid van het hoger onderwijs voor een ieder op basis van bekwaamheid, rekening houdend met de situatie van de overheidsfinanciën, ingaan.

De situatie inzake inschrijvingsgelden die uit het aangevochten decreet voortvloeit, zal dus vergeleken moeten worden met die welke bestond op 6 juli 1983, vanaf welke datum het Verdrag voor België verbindend is geworden.

B.5.1. Artikel 17, § 5, van de Grondwet bepaalt :

« De inrichting, erkenning of subsidiëring van het onderwijs door de Gemeenschap wordt geregeld door de wet of het decreet. »

Die bepaling drukt de wil uit van de grondwetgever om aan de wetgevende machten de zorg voor te behouden een regeling te treffen voor de essentiële aspecten van het onderwijs wat de inrichting, erkenning en subsidiëring ervan betreft.

B.5.2. Artikel 17, § 5, van de Grondwet verbiedt evenwel niet dat dienaangaande opdrachten aan de Executieve worden gegeven. Toch kunnen die opdrachten slechts op de tenuitvoerlegging van de door de wetgever zelf vastgestelde beginselen betrekking hebben. Via die opdrachten kan de Executieve de onnauwkeurigheid van die beginselen niet opvangen of onvoldoende omstandige beleidskeuzes niet verfijnen.

Bijgevolg kan het beoordelen van de hoogte van inschrijvingsgelden niet zonder meer aan de Executieve of een andere overheid dan de wetgever zelf worden overgelaten. De hoogte van die gelden moet niet noodzakelijk door de wetgever worden vastgesteld. Ze kan door een andere overheid worden vastgesteld mits de wetgever in minimum- en maximumbedragen heeft voorzien die de ondubbelzinnige weerspiegeling zijn van één enkele politieke wil.

1. Wat de inschrijvingsgelden en de schoolgelden betreft

Met betrekking tot het universitair onderwijs

B.6.1. Artikel 4 van het aangevochten decreet bepaalt, wat de universitaire instellingen betreft : « Het inschrijvingsgeld voor een studiejaar mag niet minder dan 21 000 frank bedragen. Voor een beursgerechtigde student wordt dit bedrag op 2 000 frank teruggebracht » (vertaling verschenen in het *Belgisch Staatsblad*).

B.6.2. Het Hof stelt vast dat in 1983 een inschrijvingsgeld voor de toegang tot universitaire studies in België van kracht was op grond van artikel 39 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen. Dat het bestreden decreet principieel aan een inschrijvingsgeld vasthoudt, levert dus als zodanig geen schending op van de verplichting geen maatregelen te nemen die tegen de doelstelling van de geleidelijke invoering van gelijke toegankelijkheid van het hoger onderwijs voor een ieder op basis van bekwaamheid ingaan.

Toch moet ook de hoogte van dat inschrijvingsgeld in aanmerking worden genomen. De hoogte van dat inschrijvingsgeld werd vroeger door de Koning op uniforme wijze voor alle universitaire instellingen vastgesteld krachtens het vroegere artikel 39 van de voormelde wet van 27 juli 1971 en bedroeg bij de inwerkingtreding van het UNO-Verdrag van 1966 1 500 frank voor de beursstudenten en rond de 11 000 frank per studiejaar voor de andere studenten.

In dit verband is de verhoging van het inschrijvingsgeld van 1 500 frank naar 2 000 frank voor beursstudenten een redelijke aanpassing van de hoogte van het inschrijvingsgeld aan de ontwikkeling van het nationaal produkt.

Voor de andere studenten is het minimuminschrijvingsgeld op 21 000 frank vastgesteld. De wijziging ten opzichte van 1983 doet de gedeelten van de koopkracht en van het gemiddeld inkomen die aan de onderwijslasten worden besteed — welke twee gegevens overigens sinds 1983 de hoogte zijn ingegaan — voor hen niet op voldoende beduidende wijze toenemen, wat in strijd zou zijn geweest met sub B.4.3 bepaalde verplichting.

Het eerste middel is dus niet gegrond in zoverre het tegen artikel 4 van het decreet is gericht.

B.6.3. De wetgever heeft wel de minimum-, maar niet de maximumhoogte van dat inschrijvingsgeld vastgesteld. De maximumhoogte van het inschrijvingsgeld voor een universitair studiejaar vormt een essentieel element van de wetgeving betreffende dat onderwijs, in zoverre het peil van het inschrijvingsgeld een bepalende invloed heeft op de effectieve toegang tot de universiteit en bovendien een directe weerslag heeft op het financieringsstelsel voor dat onderwijs. Krachtens artikel 17, § 5, van de Grondwet moet die maatregel door het decreet zelf worden vastgesteld.

B.6.4. Uit het voorgaande volgt dat het nieuwe tweede lid dat bij artikel 4 van het aangevochten decreet in artikel 39 van de wet van 27 juli 1971 is ingevoegd, moet worden vernietigd in zoverre het andere overheden dan de decreetgever, zonder hun enige beperking op te leggen, met de taak belast de effectieve hoogte te bepalen van het inschrijvingsgeld voor een niet-beursgerechtigd universiteitsstudent.

Met betrekking tot het hoger onderwijs met volledig leerplan

B.7.1. Artikel 5 van het decreet houdt een schoolgeldregeling in met betrekking tot de toegang tot het niet-universitair hoger onderwijs.

Artikel 5 bepaalt :

« Art. 5. Artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 462 van 17 december 1986 en nr. 505 van 31 december 1986, wordt gewijzigd als volgt :

§ 2 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

§ 2. Een schoolgeld wordt opgelegd aan de studenten van de inrichtingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type, van het lange type en van de derde graad, en van de koninklijke muziekconservatoria, die door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd worden. De Executieve bepaalt het minimumbedrag, de wijze van inning en de eventuele gedeeltelijke of volledige vrijstelling van schoolgeld.

§ 2 bis. De werkingstoelagen van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type en van de derde graad worden verminderd met het bedrag van het in § 2 bedoelde schoolgeld.

§ 2 ter. De minimumbedragen van het in § 2 bedoelde schoolgeld, geïnd door de inrichtingen met volledig leerplan van het lange type, door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd, worden gedeeltelijk op het patrimonium van de inrichting gestort en zijn o.a. bestemd voor de sociale dienst.

De Executieve van de Franse Gemeenschap bepaalt het gedeelte dat op het patrimonium wordt gestort. Het bedrag van de werkingstoelagen van de inrichtingen van het lange type en met volledig leerplan wordt verminderd met het gedeelte van het in § 2 als schoolgeld bedoelde bedrag dat niet op het patrimonium werd gestort.

§ 2 quater. De studenten voor wie het bij § 2 opgelegde schoolgeld niet werd gestort ten laatste op 15 november van het lopende academiejaar, komen niet in aanmerking voor financiering. » (Vertaling verschenen in het *Belgisch Staatsblad*)

B.7.2. Het Hof stelt vast dat in 1983 een schoolgeld werd geheven voor de toegang tot het hoger onderwijs van het korte en het lange type. Sinds 1958 bedroeg het 250 frank voor het hoger onderwijs van het korte type, en sinds 1978 5 000 frank voor het hoger onderwijs van het lange type (Exposé du Ministre, doc. C.C.F., gewone zitting 1989-1990, nr. 147/2, p.3).

Bijgevolg is het principieel behoud van een schoolgeld voor de toegang tot dat type van onderwijs niet in strijd met de sub B.4.3 bepaalde, op België rustende verplichting. Die schoolgelden kunnen overigens na 1983 worden verhoogd op grond van onder meer een redelijke schatting van het verloop van de kosten van levensonderhoud, van het nationaal produkt en de stijging van het gemiddelde inkomen per inwoner ten opzichte van de tijd waarin zij zijn vastgesteld, zonder dat een dergelijke verhoging afbreuk doet aan de uit het Verdrag van 1966 voortvloeiende « standstill-verplichting ».

B.7.3. Voorts vormt de hoogte van het schoolgeld dat moet worden voldaan om toegang te verkrijgen tot het niet-universitair hoger onderwijs een essentieel element van de regeling betreffende dat onderwijs in zoverre die hoogte de effectieve toegang tot dat onderwijs bepaalt.

Bovendien worden krachtens de door de bestreden bepaling ingevoerde nieuwe §§ 2bis en 2ter de werkingssubsidies van het hoger onderwijs van het lange en van het korte type al naar het geval verminderd met het geheel of een gedeelte van de aan schoolgeld geheven bedragen. Op die manier zullen de door de Executieve op autonome wijze genomen maatregelen de vaststelling raken van de effectieve subsidiëring van de betrokken onderwijsinstellingen. Krachtens artikel 17, § 5, van de Grondwet moet de subsidiëring van het onderwijs echter door het decreet zelf worden geregeld.

Uit het voorgaande volgt dat krachtens artikel 17, § 5, van de Grondwet de hoogte van het schoolgeld of de marge waarbinnen die hoogte kan worden bepaald bij decreet moet worden voorgeschreven. De vaststelling van die maatregelen kan niet aan de Executieve worden opgedragen. Hetzelfde geldt voor de vaststelling van de basisprincipes van een regeling betreffende de vrijstelling van betaling van een schoolgeld.

B.7.4. Derhalve moet de tweede zin van de nieuwe paragraaf 2 die bij artikel 5 van het aangevochten decreet in artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 is ingevoegd, worden vernietigd, behalve wat de vaststelling van de wijze van inning van het schoolgeld betreft, welke aangelegenheid geen essentieel element van de inrichting van het betrokken onderwijs uitmaakt.

B.7.5. De nieuwe paragraaf 2bis, bij artikel 5 van het aangevochten decreet in artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 ingevoegd, kan de grondwettigheidstoets doorstaan. Immers, de decreetgever heeft door die bepaling duidelijk de impact vastgesteld van het bedrag dat aan schoolgeld in het gesubsidieerd hoger onderwijs van het korte type wordt geheven op de werkingssubsidies die aan de hogere onderwijsinstellingen van dat type verschuldigd zijn.

B.7.5. Daarentegen heeft de decreetgever, door in de nieuwe paragraaf 2ter, bij artikel 5 van het aangevochten decreet in artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 ingevoegd, het aandeel van het door de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type te heffen schoolgeld vast te stellen dat aan het vermogen van deze instellingen zal worden toegevoegd, en door daartoe de Executieve te machtigen, artikel 17, § 5, van de Grondwet geschonden in zoverre die paragraaf aan de Executieve een essentieel aspect opdraagt van de regeling van de financiering door de Gemeenschap van dat type van onderwijs. Die bepaling moet dus worden vernietigd.

Met betrekking tot het hoger onderwijs voor sociale promotie

B.8.1. De artikelen 6, 7, 8 en 9 van het aangevochten decreet betreffen de regeling van de inschrijvingsgelden inzake onderwijs voor sociale promotie. Die bepalingen luiden als volgt :

« Art. 6. § 1. Het bedrag van het inschrijvingsrecht in het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in artikel 12, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt bepaald als volgt :

— in het secundair onderwijs voor sociale promotie, 20 frank per lestijd van 50 minuten met een minimum van 2 000 en een maximum van 3 000 frank per jaar;

— in het hoger onderwijs voor sociale promotie, 30 frank per lestijd van 50 minuten met een minimum van 3 000 en een maximum van 4 000 frank per jaar;

— in het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie, 50 frank per lestijd van 50 minuten, met een minimum van 3 000 en een maximum van 6 000 frank per jaar in de afdelingen of opleidingen met beroepsdoeleinden, alsook voor personen ouder dan 50 jaar op de datum van inschrijving in de afdeling of opleiding.

§ 2. De Executieve van de Franse Gemeenschap stelt de lijst op van de afdelingen of opleidingen met beroepsdoeleinden, bedoeld in § 1 van dit artikel.

Art. 7. Artikel 12, laatste lid, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt aangevuld met de volgende tekst :

« Indien de bedragen van het inschrijvingsrecht hoger zijn dan de werkingssubsidies van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap of dan de werkingstoelagen van de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen voor sociale promotie, wordt het verschil tussen de bedragen van het inschrijvingsrecht en de werkingssubsidies of -toelagen gestort op een rekening geopend op de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs, Onderzoek en Vorming. De Executieve van de Franse Gemeenschap beslist over de aanwending van de gestorte bedragen ».

Art. 8. Het koninklijk besluit van 5 januari 1987 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsgeld in het onderwijs voor sociale promotie wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van artikel 6.

Art. 9. De bepalingen van de artikelen 6, 7 en 8 treden in werking op 1 september 1990. « (Vertaling verschenen in het *Belgisch Staatsblad*) »

B.8.2. Het Hof stelt vast dat de wetgever vóór 1983 geen kosteloze toegang tot het hoger onderwijs voor sociale promotie had ingesteld.

Het feit dat bij koninklijk besluit nr. 462 van 17 september 1986 inschrijvingsgelden waren opgelegd en dat die rechten door het aangevochten decreet zijn gewijzigd, is dus niet in strijd met de « standstill-verplichting » die voortvloeit uit artikel 17 van de Grondwet juncto artikel 13 van het Verdrag van 1966 in zoverre die inschrijvingsgelden, in verband met hun hoogte zoals door het aangevochten decreet vastgesteld, ten opzichte van het gemiddelde inkomen per inwoner van het Rijk niet als een ernstig en zeer groot obstakel voor de toegang tot het betrokken onderwijs kunnen worden aangemerkt, een en ander gelet op de reeds bestaande afwijkingen waarin ten gunste van minvermogenen was voorzien. Het aangevochten decreet betekent dus geen stap achteruit bij de in 1983 bestaande situatie in zoverre het minimum- en maximuminschrijvingsgelden vaststelt voor de toegang tot het hoger onderwijs voor sociale promotie. Uit het onderzoek blijkt dus dat artikel 6, § 1, van het aangevochten decreet de voorwaarden vervult van artikel 17, § 3, van de Grondwet juncto artikel 13 van het Verdrag van 1966.

B.8.3. Artikel 6, § 2, van het aangevochten decreet belast de Franse Gemeenschapsexecutieve met het opstellen van een lijst, inzake onderwijs voor sociale promotie, van de afdelingen of opleidingen met het oog op de tewerkstelling. De opstelling van een dergelijke lijst vormt geen essentieel aspect van de regeling betreffende dat onderwijs. Artikel 17, § 5, van de Grondwet verzet zich er niet tegen dat een dergelijke machtiging aan de Executieve wordt gegeven.

B.8.4. Artikel 7 van het aangevochten decreet is conform met artikel 17, § 5, van de Grondwet, behalve in zoverre het bepaalt dat over het gebruik van het verschil tussen de inschrijvingsgelden en de werkingssubsidies door de Franse Gemeenschapsexecutieve wordt beslist zonder dat het, wat die Executieve betreft, de beginselen vastlegt die zij bij de regeling van dat « gebruik » zal moeten naleven.

Bijgevolg moeten de woorden « et dont l'utilisation est décidée par l'Exécutif de la Communauté française » (De Executieve van de Franse Gemeenschap beslist over de aanwending van de gestorte bedragen.) in de bestreden bepaling worden vernietigd.

B.8.5. Onder voorbehoud van wat voorafgaat zijn geldig de opheffingsbepaling van artikel 8 van het aangevochten decreet en artikel 9 van hetzelfde decreet dat de inwerkingtreding van de artikelen 6, 7 en 8 regelt.

2. Wat de rechten voor administratiekosten betreft die vallen onder de artikelen 2, 4 en 12 van het aangevochten decreet.

B.9.1. Artikel 2 van het aangevochten decreet bepaalt :

« Elke aanvraag ingediend om de gelijkwaardigheid van een diploma te bekomen bij toepassing van de wet van 19 maart 1971, wordt bezwaard met een recht voor administratiekosten, waarvan het bedrag bij besluit van de Executieve wordt vastgesteld.

Het bedrag van bedoeld recht wordt gestort op een fonds geopend op de Afzonderlijke sectie van de begroting; de opbrengst ervan wordt aangewend voor de werking van bedoeld onderwijs. » (Vertaling verschenen in het *Belgisch Staatsblad*)

Artikel 4 van het aangevochten decreet voegt in artikel 39 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen de leden 3 en 4 in, die bepalen :

« De Raad van Bestuur van elke universitaire instelling is ertoe gemachtigd, een recht te heffen voor het uitreken van originele stukken, zoals diploma's, getuigschriften of attesten van welke aard ook, of van afschriften ervan.

De opbrengst van die rechten wordt toegekend aan het niet-gereserveerd patrimonium. » (Vertaling verschenen in het *Belgisch Staatsblad*)

Artikel 12 van het aangevochten decreet bepaalt :

« Voor het innen van het inschrijvingsgeld, de erkenning van de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's met de Belgische diploma's of de homologatie van diploma's kunnen fondsen worden geopend op de Afzonderlijke sectie van de begroting.

De ontvangsten van bedoelde fondsen worden aangewend voor uitgaven op de betrokken onderwijsniveaus. » (Vertaling verschenen in het *Belgisch Staatsblad*)

B.9.2. De rechten voor administratiekosten ingesteld door de artikelen 2 en 4 van het aangevochten decreet betreffen niet de toegang tot het hoger onderwijs. De invoering ervan kan dus niet geacht worden in strijd te zijn met artikel 17, § 3, van de Grondwet juncto artikel 13 van het UNO-Verdrag van 1966.

Het vaststellen van het niveau van die rechten voor administratiekosten heeft geen betrekking op het bepalen van een essentieel element van de onderwijsregelgeving. Het kan dus, al naar het geval, aan de Franse Gemeenschapsexecutieve of aan de raad van bestuur van de universiteiten worden opgedragen.

B.9.3. Anderzijds zijn de aangevochten bepalingen, in zoverre zij nauwkeurig de bestemming van de geheven rechten vaststellen, in overeenstemming met artikel 17, § 5, van de Grondwet.

Ten aanzien van het tweede middel

B.10. Als tweede middel wordt schending aangevoerd van de artikelen 6, 6bis en 17, § 4, van de Grondwet juncto artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, dat bepaalt : « Niemand zal het recht op onderwijs worden ontczgd. »

B.11.1. Volgens het eerste onderdeel van het middel handelt de decreetgever, door in inschrijvingsgelden voor de toegang tot het hoger onderwijs te voorzien, in strijd met de in het middel bedoelde bepalingen in zoverre diegenen worden gediscrimineerd die niet over voldoende middelen beschikken om die inschrijvingsgelden te voldoen en in zoverre de studenten worden gediscrimineerd die niet meer aan de leerplicht zijn onderworpen ten aanzien van diegenen die onder die leerplicht vallen en voor wie de Grondwet kosteloos onderwijs waarborgt.

B.11.2. Het Hof stelt vast dat het onderwijs waarvoor de leerplicht bestaat (basisonderwijs en secundair onderwijs), noch wat aard noch wat oogmerk betreft, vergelijkbaar is met de diverse types van hoger onderwijs die zijn bedoeld in het decreet. De eventuele verschillen in behandeling tussen die twee types van onderwijs vallen dus niet onder artikel 17, § 4, van de Grondwet.

B.11.3. Voorts stelt artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol van het Verdrag geenszins het principe van kosteloos onderwijs in. Het middel kan dus niet worden aangenomen in zoverre het schending aanvoert van artikel 17, § 4, van de Grondwet juncto die bepaling.

Tot slot kan, zoals uit het onderzoek van het eerste middel volgt, een stelsel van inschrijvingsgelden als door het decreet in het leven geroepen, dat onder meer in verlaagde gelden en mogelijkheden van totale of gedeeltelijke vrijstelling van schoolgeld voor de meest behoeftigen voorziet, niet geacht worden een reëel obstakel voor de toegang tot het hoger onderwijs te vormen.

B.12. Het tweede onderdeel van het middel is tegen artikel 1 van het aangevochten decreet gericht. Aangezien het beroep ten aanzien van die bepaling niet ontvankelijk is, is er geen reden om dat onderdeel van het middel te onderzoeken.

B.13. In het derde onderdeel van het middel stellen de verzoekers dat het decreet slechts minimuminschrijvingsgelden oplegt en hiermee de mogelijkheid doet ontstaan dat studenten, voor eenzelfde type van onderwijs, ongelijk worden behandeld : de effectief te betalen inschrijvingsgelden worden immers door de desbevoegde instanties van de inrichtende machten vastgesteld.

Dat de inschrijvingsgelden en schoolgelden voor eenzelfde type van onderwijs van instelling tot instelling zouden kunnen variëren is niet in strijd met artikel 17, § 4, van de Grondwet voor zover dat verschil tussen minima en maxima in ligt die door de decreetgever moeten worden vastgesteld.

B.14. Het tweede middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het derde middel

B.15.1. In het derde middel stellen de verzoekers dat het geenszins uitgesloten is dat iemand van jonger dan achttien jaar de een of andere, door het aangevochten decreet beoogde vorm van hoger onderwijs volgt. Terwijl die persoon steeds aan de leerplicht zou zijn onderworpen — die eindigt pas met achttien jaar — zou hij inschrijvingsgeld moeten betalen, dit in strijd met artikel 17, § 3, eerste lid, tweede zin, van de Grondwet, dat bepaalt : « De toegang tot het onderwijs is kosteloos tot het einde van de leerplicht. »

B.15.2. Artikel 1, § 1, eerste lid, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht bepaalt : « Voor de minderjarige is er leerplicht gedurende de periode (...) (die) eindigt op het einde van het schooljaar in het jaar tijdens hetwelk hij achttien jaar wordt. »

Artikel 1, § 3, van diezelfde wet bepaalt evenwel dat de minderjarige die het secundair onderwijs met volledig leerplan met vrucht heeft beëindigd niet meer aan de leerplicht is onderworpen.

Aangezien de toegang tot het onderwijs waarop de litigieuze bepalingen betrekking hebben afhankelijk is van het beëindigen van secundair onderwijs, kunnen die bepalingen de in het middel bedoelde grondwettelijke bepaling niet schenden.

Het middel is niet gegrond.

Handhaving van de gevolgen van de vernietigde normen

B.10. Om de continuïteit van het onderwijsbeleid in de Franse Gemeenschap te waarborgen, dienen, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, alle gevolgen van de vernietigde normen tot aan het einde van het lopende academie- en schooljaar te worden gehandhaafd.

Om die redenen,

Het Hof

Vernietigt :

1^o het nieuwe tweede lid ingevoegd in artikel 39 van de wet van 27 juli 1971 bij artikel 4 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1990 « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » (tot wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs) in zoverre die bepaling andere overheden dan de decreetgever, zonder hun enige beperking op te leggen, met de taak belast de effectieve hoogte te bepalen van de inschrijvingsgelden voor een universitair studiejaar;

2^o de woorden « le montant minimum » (het minimumbedrag) en de woorden « et l'éventuelle exonération totale ou partielle » (en de eventuele gedeeltelijke of volledige vrijstelling) in de tweede zin van de nieuwe paragraaf 2 ingevoegd in artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 bij artikel 5 van voormeld decreet;

3^o de eerste zin van het tweede lid van de nieuwe paragraaf 2^{ter} ingevoegd in artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 bij artikel 5 van voormeld decreet;

4^o de woorden « et dont l'utilisation est décidée par l'Exécutif de la Communauté française » (De Executieve van de Franse Gemeenschap beslist over de aanwending van de gestorte bedragen.) in het slotlid ingevoegd in artikel 12, § 3, van de wet van 29 mei 1959 bij artikel 7 van voormeld decreet.

Handhaaft de gevolgen van de vernietigde normen tot aan het einde van het lopende academie- en schooljaar.

Verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 7 mei 1992 door voormelde zetel waarin rechter M. Melchior, wettig verhinderd, voor onderhavige uitspraak vervangen is door rechter P. Martens, conform de beschikking van heden van voorzitter in functie I. Pétry.

De griffier,

H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,

I. Pétry.

SCHIEDSHOF

D. 92 — 1520

[C — 21161]

Urteil Nr. 33/92 vom 7. Mai 1992

Geschäftsverzeichnissnr. 271

In Sachen : Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Juli 1990 « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » (zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung) (*Belgisches Staatsblatt* vom 26. Oktober 1990), erhoben von der Vereinigung ohne Gewinnzweck « Cercle des Étudiants en Alternance » und Mitklägern.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden I. Pétry und J. Delva, und den Richtern D. André, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior und H. Boel, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz der Vorsitzenden I. Pétry,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Klagegegenstand

Mit Klageschrift vom 26. Februar 1991, die dem Hof mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde, erheben Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Juli 1990 « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » (zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung) (*Belgisches Staatsblatt* vom 26. Oktober 1990) :

die Vereinigung ohne Gewinnzweck « Cercle des Étudiants en Alternance » (abgekürzt C.E.A.), mit Sitz in 1210 Brüssel, avenue de l'Héliport 5;

die Vereinigung ohne Gewinnzweck « Association Générale des Étudiants Industriels » (abgekürzt A.G.E.I.), mit Sitz in 1070 Brüssel, rue des Goujons 1;

die Vereinigung ohne Gewinnzweck « Fédération étudiante de l'Université de Liège » (abgekürzt F.E.D.E.), mit Sitz in 4000 Lüttich, Campus Sart-Tilman, Bâtiment B7;

François Thiry, Student, wohnhaft in 4150 Nandrin, rue de la Gendarmerie 14;

Christophe Derenne, Student, wohnhaft in 6889 Daverdisse, rue des Ecoles, Gombes 19;

Philippe Lesne, Student, wohnhaft in 1950 Kraainem, Hebronlaan 148;

Véronique Recht, Studentin, wohnhaft in 1040 Brüssel, rue Charles Martel 26;

die in der Kanzlei der Rechtsanwältinnen Jeanine Geairain und Monique Detry, rue de Praetere 25, in 1050 Brüssel, Domizil erwählt haben.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 27. Februar 1991 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung bestimmt.

Die Klage wurde gemäß Artikel 70 § 1 des vorgenannten Gesetzes mit am 14. März 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 15. März 1991 den Adressaten zugestellt worden sind, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des vorgenannten Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. März 1991.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft hat mit am 29. April 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief, der am 30. April 1991 bei der Kanzlei eingegangen ist, einen Schriftsatz eingereicht.

Eine Abschrift dieses Schriftsatzes wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 14. Mai 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 15. Mai 1991 den Adressaten zugestellt worden sind, den Klägern übermittelt.

Die Kläger haben mit am 14. Juni 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief, der am 17. Juni 1991 bei der Kanzlei eingegangen ist, einen Erwiderrungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 4. November 1991 wurde der Richter L. De Grève in Vertretung des verhinderten Richters K. Blanckaert zum Mitglied der Besetzung bestimmt.

Durch Anordnungen vom 2. Juli 1991 und 17. Januar 1992 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 26. Februar 1992 bzw. 26. August 1992 verlängert.

Durch Anordnung vom 4. Februar 1992 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 27. Februar 1992 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte über die Terminfestsetzung informiert worden sind; dies erfolgte mit am 5. Februar 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 6. Februar 1992 den Adressaten zugestellt worden sind.

In der Sitzung vom 27. Februar 1992

— erschienen :

RAin J. Geairain, in Brüssel zugelassen, für die Kläger;

RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, avenue des Arts 19A-D, in 1040 Brüssel;

— haben die Richter M. Melchior und L. De Grève Bericht erstattet;

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand des Dekrets

Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 12. Juli 1990 setzt sich aus 12 Artikeln zusammen.

Artikel 1 sieht eine Einschreibungsgebühr im siebten Unterrichtsjahr des allgemeinen Sekundarunterrichtes vor. Er setzt den Betrag dieser Einschreibungsgebühr für das Schuljahr 1990-1991 fest und beauftragt die Exekutive mit der jährlichen Festsetzung dieses Betrags für die weiteren Jahre. Der Artikel bestimmt schließlich, dass der Ertrag dieser Einschreibungsgebühr von den Betriebszuschüssen, die den betroffenen Unterrichtsanstalten gewährt werden, abgezogen wird.

Artikel 2 erhebt eine Gebühr, deren Betrag von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft festgesetzt wird, für jeden Antrag, der zur Erlangung der Gleichwertigkeit eines Diploms in Anwendung des Gesetzes vom 19. März 1971 bezüglich der Gleichwertigkeit ausländischer Diplome und Studienzeugnisse eingereicht wird. Der Artikel bestimmt den Ertrag dieser Gebühren für den Betrieb des entsprechenden Unterrichtes.

Artikel 3 bezieht sich auf das Statut des Personals des von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtes.

Artikel 4 ersetzt Absatz 2 von Artikel 39 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 bezüglich der Finanzierung und Kontrolle der Universitätsanstalten. Er bestimmt, dass die Einschreibungsgebühr, die vom Verwaltungsrat kraft Absatz 1 des besagten Artikels 39 festgesetzt wird, nicht weniger als einundzwanzigtausend Franken bzw. zweitausend Franken betragen darf, je nachdem, ob es sich um einen Stipendiaten oder um einen Nichtstipendiaten handelt. Der Artikel ermächtigt den Verwaltungsrat jeder Universitätsanstalt, eine Gebühr für die Ausstellung von Urschriften oder Abschriften von Diplomen, Zeugnissen oder Bescheinigungen aller Art zu erheben. Der Artikel bestimmt schließlich, dass der Ertrag dieser Gebühren — Einschreibungsgebühren und Gebühren für die Ausstellung von Dokumenten — dem nicht zugewendeten Vermögen dieser Anstalt zugeteilt wird.

Artikel 5 ersetzt § 2 von Artikel 12 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 durch vier neue Paragraphen.

Der neue Paragraph 2 bestimmt, dass den Studenten der Hochschulanstalten mit vollständigem Lehrplan kurzen Typs, langen Typs und des dritten Grades sowie der königlichen Musikkonservatorien ein Schulgeld auferlegt wird. Er bestimmt, dass die Exekutive der Französischen Gemeinschaft den Mindestbetrag, die Eintreibungsart und die eventuelle teilweise oder völlige Befreiung von diesem Schulgeld festlegt.

Paragraph 2 bis bestimmt, dass die Betriebszuschüsse der von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Hochschulanstalten kurzen Typs und des dritten Grades um den Betrag des erhobenen Schulgeldes verringert werden.

Paragraph 2 ter bezieht sich auf den Verwendungszweck des von den Hochschulanstalten langen Typs mit vollständigem Lehrplan erhobenen Schulgeldes. Ein Teil der Mindestbeträge dieses Schulgeldes, der von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft festgelegt wird, wird dem Vermögen der entsprechenden Anstalten zugefügt, der übrige Teil von den Betriebszuschüssen abgezogen.

Paragraph 4 bestimmt, dass der Student, der das Schulgeld nicht spätestens am 15. November des laufenden akademischen Jahres bezahlt hat, nicht für die Finanzierung in Betracht kommt.

Artikel 6 bestimmt in Paragraph 1 den Betrag der Einschreibungsgebühr im Unterricht für Sozialförderung; dieser Betrag variiert je nach dem Unterrichtsniveau, den jeweiligen Abteilungen oder Ausbildungen und dem Alter. Laut Paragraph 2 stellt die Exekutive der Französischen Gemeinschaft die Liste der Abteilungen oder Ausbildungen mit beruflicher Zweckbestimmung im Sinne von Paragraph 1 auf.

Artikel 7 ergänzt Artikel 12 § 3 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 um eine Bestimmung, die den Verwendungszweck des Ertrages der Einschreibungsgebühr im Unterricht für Sozialförderung regelt, wenn dieser Ertrag höher ist als der Betrag der Betriebskredite bzw. -zuschüsse.

Die Artikel 8 und 10 sind Aufhebungsbestimmungen.

Artikel 9 regelt das Inkrafttreten.

Artikel 11 betrifft die Anzahl der Unterrichtsstunden, die in Sekundarunterricht mit beschränktem Lehrplan in den Schuljahren 1990-1991 und 1991-1992 organisiert werden können.

Artikel 12 ermöglicht die Eröffnung von Fonds im Sonderabschnitt des Budgets in bezug auf die Eintreibung der Einschreibungsgebühr, die Anerkennung der Gleichwertigkeit ausländischer Diplome mit belgischen Diplomen oder die Bestätigung von Diplomen. Er bestimmt, daß die Einnahmen dieser Fonds für Ausgaben auf den entsprechenden Unterrichtsebenen verwendet werden.

IV. In rechtlicher Beziehung

A

A.1.1. Bevor sie ihre Klagegründe vorbringen, weisen die klagenden Parteien darauf hin, daß sie das erforderliche Interesse aufweisen würden.

Die verschiedenen klagenden Vereinigungen machen geltend, daß ihr Vereinigungszweck es ihnen erlaube, Klage auf Nichtigerklärung eines Dekrets zu erheben, das — wie das angefochtene Dekret — die Situation der Studenten beeinträchtigt.

Die Kläger Thiry, Derenne, Lesne und Recht behaupten, sie besuchten eine Hochschulanstalt langen Typs mit vollständigem Lehrplan, eine Universitätsanstalt, eine Hochschulanstalt kurzen Typs mit vollständigem Lehrplan und den Hochschulunterricht für Sozialförderung. Sie wiesen das Interesse nach, indem sie eine Einschreibungsgebühr entrichten müßten.

A.1.2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft bestreitet, daß der jeweilige Vereinigungszweck der klagenden Vereinigungen diese dazu ermächtige, ein kollektives Interesse zu wahren oder vor einem Rechtsprechungsorgan die Interessen der Studenten — Mitglieder der besagten Vereinigungen oder nicht — zu vertreten.

Auf jeden Fall sei darauf hinzuweisen, daß die Vereinigungen ohne Gewinnzweck « Cercle des Etudiants en Alternance » und « Association Générale des Etudiants Ingénieurs Industriels » höchstens ein Interesse an jenen Bestimmungen des Dekrets hätten, die die Rechtslage der Studenten, die sich in einer Hochschulanstalt langen Typs mit vollständigem Lehrplan imatrikulieren ließen, unmittelbar und ungünstig treffen könnten, weil diese Vereinigungen nur die Studenten der « Hautes Etudes de commerce Saint-Louis » (abwechselnde Tageskurse) bzw. die Studenten des « Institut supérieur industriel de l'Etat » in Brüssel betreffen würden. Nur Artikel 5 beziehe sich auf den Hochschulunterricht langen Typs mit vollständigem Lehrplan. Allerdings lege dieser Artikel weder die Höhe der Einschreibungsgebühr noch die Mindesteinschreibungsgebühr fest. Diese Zuständigkeit sei der Exekutive der Französischen Gemeinschaft übertragen worden; diese habe sie in ihrem Erlaß vom 13. August 1990 ausgeübt. Keine der beiden Vereinigungen habe beim Staatsrat auf Nichtigerklärung dieses Erlasses geklagt. Soweit die zwei vorgenannten Vereinigungen nicht das Prinzip, sondern die Höhe der Einschreibungsgebühr beanstanden würden, hätten sie kein Interesse daran, die Nichtigerklärung des Dekrets — auch nur teilweise — zu beantragen.

Die Vereinigung ohne Gewinnzweck « Fédération étudiante de l'Université de Liège » habe in der Annahme, daß ihr Vereinigungszweck ihr die Klageerhebung erlaube, lediglich ein Interesse an Artikel 4, der als einziger Artikel die Rechtslage der Studenten, die sich in einer Universitätsanstalt immatrikulieren ließen, unmittelbar und ungünstig treffen könnte.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft behauptet, daß die Klage unzulässig sei, soweit sie von den Klägern Thiry und Lesne ausgehe. Diese beanstandeten nicht das Prinzip der Einschreibungsgebühr, sondern vielmehr deren Höhe, die von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft festzusetzen sei.

Derselben Partei zufolge weise der Kläger Derenne nur angesichts des Artikels 4 des Dekrets das Interesse auf, soweit dieser Artikel die in den Universitätsanstalten zu erhebende Mindesteinschreibungsgebühr auf einundzwanzigtausend Franken festsetze.

Die Klägerin Recht, die weder ihr Alter noch ihre Ausbildung angebe, sei nur zur Klageerhebung auf Nichtigerklärung von Artikel 6 berechtigt, soweit dieser Artikel die Mindest- und Höchsteinschreibungsgebühr im Hochschulunterricht für Sozialförderung festsetze.

A.1.3. In ihrem Erwiderungsschriftsatz weisen die Kläger darauf hin, daß aus dem Gegenstand der Klage sowie aus der Erläuterung der vier Klagegründe eindeutig hervorgehe, daß sie die Prinzipien selbst des Dekrets und nicht nur seine Anwendungsweise beanstandeten.

Sie behaupten, daß Frau Véronique Recht unter fünfzig Jahre alt sei und den Graduatkursen in Öffentlichkeitsarbeit, die von der « Université libre de Bruxelles » und der Brüsseler Handelskammer organisiert würden, beiwohne.

A.2. Die Kläger bringen vier Klagegründe vor.

Erster Klagegrund

A.3.1. Als erster Klagegrund wird die Verletzung der Artikel 17 § 3 Absatz 1, 6 und *obis* der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 des internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte geltend gemacht.

Die Kläger werfen der Französischen Gemeinschaft vor, die Unentgeltlichkeit des Unterrichts mißachtet zu haben. Sie behaupten, daß die Rechte und Freiheiten, die namentlich durch die Artikel 6 und *obis* der Verfassung den Belgiern zuerkannt würden, Rechte und Freiheiten umfaßten, die sich aus internationalen Vertragsbestimmungen ergäben, die für Belgien verbindlich und durch einen Zustimmungsakt in der innerstaatlichen Rechtsordnung anwendbar gemacht worden seien, wie der Schiedshof in seinen Urteilen Nrn. 18/90 und 25/90 festgestellt habe. Zu diesen internationalen Vertragsbestimmungen gehöre der am 19. Dezember 1966 in New York abgeschlossene internationale Pakt über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, der durch das Gesetz vom 15. Mai 1981 sowie durch das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 8. Juni 1982 bestätigt worden sei.

Artikel 13.2 des besagten Paktes sehe die allmähliche Einführung der Unentgeltlichkeit sowohl des Sekundar- als auch des Hochschulunterrichts vor. Dieser Artikel, der über jegliches subjektive Recht hinaus unmittelbar in der innerstaatlichen Rechtsordnung anwendbar sei, verpflichte die Französische Gemeinschaft dazu, die Unentgeltlichkeit anzustreben und auf jeden Fall keine Rechtsnormen anzunehmen, die im Gegensatz zu ihrer bindenden Zusage stünden. Das Dekret mißachte diese internationale Bestimmung, wie der Staatsrat in seiner Stellungnahme vom 22. Juni 1990 zum Dekretsvorentwurf, der dem angefochtenen Dekret zugrunde liege, betont habe.

A.3.2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft schließt aus der Darlegung des Klagegrunds, daß dieser ausschließlich gegen die Artikel 1, 2, 4, 5 und 6 gerichtet sei. Es gelinge den Klägern nicht, ihr Interesse im Hinblick auf die Artikel 1, 2 und 5 nachzuweisen, weshalb nur die Artikel 4 und 6 auf ihre Übereinstimmung mit den im Klagegrund genannten Bestimmungen hin zu prüfen seien.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft meint, Artikel 13 des internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte sei keine unmittelbar anwendbare Bestimmung, weil sie allgemein und wenig präzise sei und weil Artikel 2 des Paktes ausdrücklich bestimme, daß die Staaten die erstrebten Zielsetzungen nach und nach zu verwirklichen hätten. Dies treffe insbesondere auf die verschiedenen Formen

des Hochschulunterrichts zu, da Artikel 13.2.e die allmähliche Einführung der Unentgeltlichkeit dieses Unterrichts vorsehe. Der Wortlaut sei nicht präzise genug, als daß die Bestimmung unmittelbare Anwendung hätte.

Wie dem auch sei, so die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, auch in der Annahme, daß Artikel 13 unmittelbar anwendbar sei und eine Stillhalteverpflichtung beinhalte, sei immerhin festzustellen, daß diese Verpflichtung erst seit dem Inkrafttreten des Paktes in der innerstaatlichen Rechtsordnung zwingenden Charakter habe erhalten können. Demzufolge sei der Zeitpunkt des Wirksamwerdens des Genehmigungsgesetzes zu berücksichtigen.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft ist der Ansicht, daß die Stillhalteverpflichtung realistisch zu betrachten sei. Die Erhöhung des Nennwertes der Einschreibungsgebühr als Ausgleich für die Folgen der Inflation könne nicht als effektive Erhöhung betrachtet werden. Auch eine stärkere Steigung als diejenige, die sich aus der Inflation ergebe, verstoße nicht gegen die Stillhalteklause, weil die Schulanstalten der Französischen Gemeinschaft in hohem Maße sowohl für Belgier als auch für ausländische Staatsangehörige offen seien. Diesbezüglich macht die Exekutive der Französischen Gemeinschaft geltend, daß Artikel 13.2.e des Paktes vorsehe, den Unterricht « auf jede geeignete Weise » jedermann gleichermaßen zugänglich zu machen. Die allmähliche Einführung der Unentgeltlichkeit sei nur eines der Mittel zu diesem Zweck. Schließlich erhöhten sich die Einschreibungsgebühren nicht, wenn die Zunahme des Volkseinkommens nicht überschnitten werde, weil jener Teil der Kaufkraft, den die Bevölkerung für Bildungsausgaben aufwende, in Wirklichkeit nicht zunehme.

A.3.3. In ihrem Erwidernsschriftsatz behaupten die Kläger, daß der belgische Staat sich dazu verpflichtet habe, vom Tag des Inkrafttretens des Paktes in Belgien an, d.h. ab 6. Juli 1983 keine Maßnahmen zu ergreifen, die den im Pakt enthaltenen Maßnahmen zuwiderlaufen würden.

Am 6. Juli 1983 habe es im Universitätsunterricht keine Mindesteinschreibungsgebühr gegeben; das Gesetz vom 27. Juli 1971 habe lediglich die Gleichheit der Bedingungen und Sätze der Einschreibungsgebühren in den verschiedenen Universitätsanstalten vorgesehen.

Im Hochschulunterricht langen Typs mit vollständigem Lehrplan habe Artikel 12 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 in der durch das Gesetz vom 5. August 1978 abgeänderten Fassung bestimmt, daß der König den Mindestbetrag dieser Einschreibungsgebühren festsetze. Soweit das Dekret das Prinzip einer Mindesteinschreibungsgebühr übernehme, bezwecke es keineswegs die allmähliche Einführung der Unentgeltlichkeit.

Im Hochschulunterricht kurzen Typs habe Artikel 12 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 in der durch das Gesetz vom 5. August 1978 abgeänderten Fassung vorgeschrieben, dem Unterrichtsminister jährlich den Betrag der Einschreibungsgebühr mitzuteilen. Es sei keine Mindesteinschreibungsgebühr vorgesehen worden. Die Kläger behaupten, wenn die Einschreibungsgebühr null betragen hätte, hätte dem nichts im Wege gestanden.

Im Unterricht für Sozialförderung sei die Einschreibungsgebühr durch den königlichen Erlaß Nr. 462 vom 17. September 1980, d.h. nach 1983 eingeführt worden.

Die Kläger behaupten, der Pakt sei in Belgien unmittelbar anwendbar. Der Staatsrat habe die unmittelbare Wirkung des Paktes nämlich in seinem Urteil Nr. 32.909 vom 6. September 1989 angenommen.

Die Kläger meinen, die von der Französischen Gemeinschaft angestellten Überlegungen bezüglich des Anteils der Unterrichtskosten am Budget und am Volkseinkommen seien unerheblich. Bei jedem Einzelnen sei ohne Rücksicht auf seine sozialen oder finanziellen Verhältnisse das Recht auf Zugang zum Unterricht durch die allmähliche Einführung der Unentgeltlichkeit zu beachten. Es sei also unrichtig, ein Durchschnittseinkommen pro Einwohner zu berücksichtigen, das sowohl durch die größten Vermögen als auch durch die niedrigsten Einkünfte bestimmt werde. Außerdem sei die Argumentierung der Französischen Gemeinschaft nicht durch Zahlenangaben untermauert. Schließlich könnten die ausländischen Studenten keine Berücksichtigung finden, weil sich die Französische Gemeinschaft nicht auf die Einhaltung gewisser internationaler Verpflichtungen berufen könne, um die Durchführung anderer zu verweigern.

Zweiter Klagegrund

A.4.1. Als zweiter Klagegrund wird die Verletzung der Artikel 6, 6 bis und 17 § 4 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten geltend gemacht.

Dieser Klagegrund umfaßt drei Teile.

Im ersten Teil des Klagegrunds behaupten die Kläger, die Unentgeltlichkeit solle angestrebt werden, damit der Unterricht für alle zugänglich sei. Das angefochtene Dekret diskriminiere diejenigen, die nicht die finanziellen Mittel hätten, um die Kosten des Studiums zu bestreiten.

Im zweiten Teil des Klagegrunds werfen die Kläger dem Dekret vor, daß es eine Einschreibungsgebühr für das siebte Jahr des allgemeinen Sekundarunterrichtes einführe; die Schüler, die diesem Unterricht beiwohnten, würden gegenüber denjenigen diskriminiert, die im technischen, Berufs- oder Kunstsekundarunterricht eingeschrieben seien.

Im dritten Teil des Klagegrunds behaupten die Kläger, daß das Dekret dadurch, daß es Mindesteinschreibungsgebühren vorschreibe, eine ungleiche Behandlung von Studenten ins Leben rufe. Jeglicher Spielraum werde den Lehranstalten über dieses Minimum hinaus überlassen, so daß die Einschreibungsgebühren je nach den Anstalten gleichen Typs, für die gleichen Studienrichtungen und mit dem gleichen Organisationsträger stark unterschiedlich sein könnten.

A.4.2. In ihrem Schriftsatz vertritt die Exekutive der Französischen Gemeinschaft die Ansicht, daß der Klagegrund unzulässig sei, weil daraus nicht ersichtlich sei, inwieweit die verschiedenen Bestimmungen des angefochtenen Dekrets nach Ansicht der Kläger gegen Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten verstoßen würden.

Subsidiär sei der Klagegrund in Anbetracht seiner Erläuterung nur insofern zulässig, als er die Nichtigerklärung von Artikel 4 des Dekrets bezwecke.

Außerdem sei der erste Teil des zweiten Klagegrunds falsch gegliedert und decke sich mit dem ersten Klagegrund.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft erklärt, deshalb nur sehr subsidiär auf die Sache einzugehen.

Sie meint, es stehe fest, daß weder der Pakt noch das innerstaatliche Recht die Unentgeltlichkeit des Unterrichts bis zum Abschluß gewährleiste oder eine unterschiedliche Regelung verbiete. Die verschiedenen Unterrichtsformen müßten nicht auf die gleiche Weise geregelt werden, da die Gleichheit nur dann verletzt werde, wenn die Unterscheidung ungerechtfertigt sei.

Es sei zu bemerken, daß die angefochtenen Bestimmungen ausschließlich Studenten des Hochschulwesens betreffen, die nicht mehr schulpflichtig seien und freiwillig weiterstudierten. Auch dürfe insbesondere im Hinblick auf Artikel 4 des Dekrets nicht übersehen werden, daß Artikel 39 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 in der durch Artikel 2 des königlichen Erlasses Nr. 434 vom 5. August 1980 abgeänderten Fassung bereits bestimmt habe, daß

die Höhe der Einschreibungsgebühr vom Verwaltungsrat der Universitätsanstalt festgesetzt werde. Also sei bereits vor der Einführung des angefochtenen Dekrets die Einschreibungsgebühr von Anstalt zu Anstalt unterschiedlich gewesen. Diese Regelung sei namentlich wegen des besonderen Finanzierungssystems der Universitätsanstalten gerechtfertigt.

A.4.3. In ihrem Erwidernsschriftsatz bestreiten die Kläger, daß der Klagegrund unzulässig sei; aus der Klageschrift seien die Dekretsbestimmungen, auf die sich der Klagegrund beziehe, ersichtlich.

Die Kläger meinen, die Französische Gemeinschaft habe ein Kriterium der Studienwahl und Selektion eingeführt bzw. stärker ausgeprägt, das dem Zweck des Unterrichts fremd, wenn nicht entgegengesetzt sei, und zwar das Kriterium der finanziellen Möglichkeiten.

Der Umstand, daß das finanzielle Kriterium außerhalb der Fälle der Schulpflicht gelte, ändere nichts an seiner diskriminierenden Beschaffenheit, so die Kläger. Ferner ermächtige der königliche Erlaß Nr. 434 vom 5. August 1986, der mit der Behandlungsgleichheit in den Universitätsanstalten gebrochen habe, den Gemeinschaftsdekretgeber nicht dazu, auf dem somit eingeschlagenen Weg zur Verfassungswidrigkeit weiterzugehen.

Dritter Klagegrund

A.5.1. Als dritter Klagegrund wird die Verletzung von Artikel 17 § 3 Absatz 1 der Verfassung geltend gemacht.

Die Kläger führen aus, daß es keineswegs ausgeschlossen sei, daß ein Schüler des siebten Jahres des Sekundarunterrichts oder ein Student des ersten Jahres des Hochschulunterrichts zum Zeitpunkt seiner Einschreibung unter 18 Jahre alt sei.

Die Kläger meinen, die Schulpflicht ende erst mit 18 Jahren. Das Dekret mißachte somit die Bestimmung von Artikel 17 § 3 Absatz 1 der Verfassung, wonach der Zugang zum Unterricht bis zum Ende der Schulpflicht unentgeltlich sei.

A.5.2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft weist darauf hin, daß nach Artikel 1 § 1 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 die Schulpflicht nicht mit einem bestimmten Alter ende, sondern am Ende des Schuljahres, in dem das Alter von 18 Jahren erreicht werde. Allerdings bestimme Artikel 1 § 3 desselben Gesetzes, daß derjenige, der den Sekundarunterricht mit vollständigem Lehrplan mit Erfolg absolviert habe, nicht mehr schulpflichtig sei.

A.5.3. In ihrem Erwidernsschriftsatz erklären die Kläger, sich hinsichtlich des dritten Klagegrunds nach dem Ermessen des Hofes zu richten.

Vierter Klagegrund

A.6.1. Als vierter Klagegrund wird die Verletzung von Artikel 17 § 5 der Verfassung geltend gemacht.

Die Kläger werfen dem Dekret vor, daß es der Exekutive der Französischen Gemeinschaft sehr bedeutende Befugnisse in den durch besagte Verfassungsbestimmung bezeichneten Angelegenheiten einräume.

Die Kläger weisen darauf hin, daß die Exekutive der Französischen Gemeinschaft damit beauftragt werde, die Einschreibungsgebühr im siebten Unterrichtsjahr des allgemeinen Sekundarunterrichts jährlich festzusetzen. Da die Einschreibungsgebühr von den Betriebszuschüssen abgezogen werde, bestimme letztendlich die Exekutive der Französischen Gemeinschaft die wirkliche Höhe der Bezuschussung. Das gleiche gelte für die Hochschulanstalten langen Typs, kurzen Typs und des dritten Grades sowie für die königlichen Musikkonservatorien. Außerdem werde in diesen Anstalten die Nichtzahlung der von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft festgesetzten Gebühr durch Nichtbezuschussung bestraft. Überdies obliege es der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, die Liste der Abteilungen oder Ausbildungen mit beruflicher Zweckbestimmung aufzustellen sowie die Organisation und Arbeitsweise dieses Unterrichts zu regeln. Schließlich entscheide die Exekutive der Französischen Gemeinschaft über die Verwendung des Kontos im Sinne von Artikel 7.

A.6.2. In ihrem Schriftsatz macht die Exekutive der Französischen Gemeinschaft geltend, daß das Gesetz vor der am 15. Juli 1988 erfolgten Revision von Artikel 17 der Verfassung dem König mehrmals bedeutende Zuständigkeiten bezüglich der Organisation oder Subventionierung des Unterrichts übertragen habe.

Was insbesondere die Festsetzung der Einschreibungsgebühren und Mindesteinschreibungsgebühren betrifft, habe der Gesetzgeber dem König oft eine Ermächtigung erteilt. Der Staatsrat sei immer der Ansicht gewesen, daß sie den Verfassungsvorschriften entspreche. Zur Unterstützung dieser These zitiert die Exekutive der Französischen Gemeinschaft eine Textstelle aus der Stellungnahme des Staatsrats vom 7. August 1986 zum Vorentwurf zum königlichen Erlaß Nr. 462.

Nach Ansicht der Exekutive der Französischen Gemeinschaft habe der Verfassungsgeber bei der Revision der Artikel 17 und 59 bis die unterrichtsbezogenen Zuständigkeiten der Gemeinschaft zwar erheblich erweitert, aber die Ausübung dieser neuen Zuständigkeiten allerdings nichts einschränken wollen, etwa indem er sie nur dem Gesetzgeber vorbehalten hätte.

Die angefochtenen Bestimmungen, die zur Durchführung der im Dekret festgelegten Bestimmungen gehörten, seien in jeder Hinsicht im Einklang mit Artikel 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

A.6.3. In ihrem Erwidernsschriftsatz behaupten die Kläger, daß die Bezugnahme auf den Zustand vor der Verfassungsänderung vom 15. Juli 1988 unerheblich sei. Aus dem Vergleich zwischen dem früheren und dem neuen Wortlaut von Artikel 17 der Verfassung gehe eindeutig der Wille des Verfassungsgebers hervor, der gesetzgebenden Gewalt die Zuständigkeit für die Normierung im Bereich des Unterrichtswesens vorzubehalten.

B

Umfang der Klage

B.1. Das Dispositiv der Klageschrift bezweckt die « ganze oder teilweise » Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Juli 1990 « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » (zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung).

Ein solches Dispositiv ist so aufzufassen, daß es hauptsächlich die Nichtigerklärung des gesamten Dekrets und subsidiär die Nichtigerklärung gewisser Bestimmungen des Dekrets bezweckt. Die Kläger, die also die Nichtigerklärung des vorgenannten Dekrets in dessen Gesamtheit beantragen, bringen allerdings keine Klagegründe gegen die Artikel 3, 10 und 11 vor.

Der Hof, der den Umfang der Klage aufgrund des Inhaltes der Klageschrift zu bestimmen hat, stellt fest, daß hierin lediglich die Nichtigerklärung der Artikel 1 und 2, 4 bis 9 und 12 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Juli 1990 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung beantragt wird.

Zulässigkeit

B.2.1. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft vertritt die Ansicht, daß der Vereinigungszweck der drei klagenden Vereinigungen ohne Gewinnzweck es ihnen nicht erlaube, Klage auf Nichtigerklärung von Bestimmungen, die die Studenten betreffen, zu erheben.

Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnzweck, die sich auf ein kollektives Interesse beruft, Zugang zum Hof haben will, ist es erforderlich, daß der Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß die angefochtene Rechtsnorm diesem Zweck Abbruch tun kann, daß dieser Vereinigungszweck tatsächlich verfolgt wird, was aus der konkreten Tätigkeit der Vereinigung hervorgehen soll, daß die Vereinigung nach wie vor eine dauerhafte Tätigkeit aufweist und daß sich das kollektive Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt.

Die klagenden Vereinigungen erfüllen diese Bedingungen. Insbesondere die Satzungen der Vereinigungen « Cercle des Etudiants en Alternance », « Association Générale des Etudiants Ingénieurs Industriels » und « Fédération étudiante de l'Université de Liège » erlauben den besagten Vereinigungen die Klageerhebung auf Nichtigerklärung von Bestimmungen, die die Situation der Studenten, auf die sie sich beziehen, unmittelbar und ungünstig treffen können.

Die Unzulässigkeitseinrede wegen Nichtbeachtung des Vereinigungszwecks der klagenden Vereinigungen wird zurückgewiesen.

B.2.2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft behauptet, daß die Klage der Vereinigungen ohne Gewinnzweck « Cercle des Etudiants en Alternance » und « Association Générale des Etudiants Ingénieurs Industriels » sowie diejenige der Kläger Thiry und Lesne unzulässig sei, weil diese Kläger den Grundsatz der Einschreibungsgebühr nicht anfechten würden.

Der Hof stellt fest, daß alle Kläger der Französischen Gemeinschaft vom 12. Juli 1990 vorwerfen, daß sie Bestimmungen über die Einschreibungsgebühren festgelegt habe.

Die Unzulässigkeitseinrede wegen fehlender Beschwerden wird zurückgewiesen.

B.2.3.1. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft macht geltend, daß kein Kläger von Artikel 1, der sich auf den Sekundarunterricht bezieht, betroffen sein könne.

Die Kläger könnten genausowenig von Artikel 2 betroffen sein, der sich auf die im Hinblick auf die Erlangung der Gleichwertigkeit in Anwendung des Gesetzes vom 10. März 1971 eingereichten Anträge bezieht.

Schließlich sei die von der Klägerin Recht erhobene Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 6 nur insofern zulässig, als dieser die Mindest- und Höchstgebühren für die Immatrikulation im Hochschulunterricht für Sozialförderung festlegt, weil besagte Klägerin weder ihr Alter noch ihre Ausbildung angebe.

B.2.3.2. Der Vereinigungszweck der verschiedenen klagenden Vereinigungen bezieht sich nicht auf den Sekundarunterricht; die übrigen Kläger besuchen eine Hochschulanstalt. Kein Kläger weist das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung von Artikel 1 nach.

Die Satzungen der klagenden Vereinigungen schließen die Vertretung der Interessen von Studenten, die teilweise im Ausland studiert haben, keineswegs aus. Die von diesen Vereinigungen erhobene Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 2 ist zulässig.

Das Alter der Klägerin Recht und die Ausbildung, die sie erhält - Hochschulunterricht für Sozialförderung -, sind in ausreichendem Maße präzisiert worden. Die von der Klägerin Recht erhobene Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 6 ist zulässig, soweit sie sich auf den Hochschulunterricht für Sozialförderung bezieht.

B.2.4. Bei keiner von den klagenden Vereinigungen hängt der Vereinigungszweck mit dem Hochschulunterricht des dritten Grades oder der Musikkonservatorien zusammen; auch hat kein individueller Kläger eine Beziehung zu diesen Unterrichtsformen. Demzufolge ist die Klage hinsichtlich des Artikels 5 des Dekrets nur insofern zulässig, als sie sich auf den Hochschulunterricht kurzen und langen Typs bezieht.

B.2.5. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, daß die Klage nur insofern zu prüfen ist, als sie die Nichtigerklärung der Artikel 2 und 4, 5 — soweit dieser den Hochschulunterricht kurzen und langen Typs betrifft —, 6, 7, 8 und 9 — soweit diese den Hochschulunterricht für Sozialförderung betreffen — und 12 des angefochtenen Dekrets bezweckt.

Hinsichtlich des zusammen geprüften ersten und vierten Klagegrunds

B.3.1. Als erster Klagegrund wird die Verletzung von Artikel 17 § 3 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 des am 19. Dezember 1966 in New York abgeschlossenen internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte geltend gemacht, soweit das Dekret gegen die aufgrund dieses Paktes den belgischen Behörden auferlegte Verpflichtung verstoßen würde, keine Gesetzesbestimmungen zu erlassen, die im Gegensatz zu der Verpflichtung, allmählich den unentgeltlichen Zugang zum Hochschulunterricht zu gewährleisten, stehen würden, indem höhere Einschreibungsgebühren, Schulgelder und Abgaben eingeführt werden als diejenigen, die bereits existierten, als besagter Pakt für Belgien in Kraft trat.

Aus der Erläuterung des Klagegrunds sowie aus der vom Hof vorgenommenen Zulässigkeitsprüfung geht hervor, daß dieser Klagegrund nur insofern zu prüfen ist, als er gegen die Artikel 2, 4, 5, 6, 8 und 9 des angefochtenen Dekrets gerichtet ist.

B.3.2. Im vierten Klagegrund werfen die Kläger dem angefochtenen Dekret vor, daß es der Exekutive der Französischen Gemeinschaft zahlreiche Aufträge in bezug auf Angelegenheiten, die kraft Artikel 17 § 5 der Verfassung nur vom Dekretgeber geregelt werden dürften, erteilen würde.

Aus der Erläuterung des Klagegrunds sowie aus der vom Hof vorgenommenen Zulässigkeitsprüfung geht hervor, daß dieser Klagegrund nur insofern zu prüfen ist, als er gegen die Artikel 2, 4, 5, 6 § 2, 7, 8, 9 und 12 des angefochtenen Dekrets gerichtet ist.

B.4.1. Artikel 17 § 3 der Verfassung bestimmt im ersten Satz des ersten Absatzes folgendes: « Jeder hat ein Recht auf Unterricht unter Berücksichtigung der Grundfreiheiten und -rechte. »

Diese Grundrechte, die der Gesetzgeber hinsichtlich der Unterrichtsgesetzgebung zu beachten hat, ergeben sich nicht nur aus den übrigen Bestimmungen von Titel II der Verfassung, sondern auch aus den diesbezüglichen völkerrechtlichen Verträgen, die Belgien auf internationaler Ebene binden und durch die Einführung eines Zustimmungsgesetzes bzw. -dekrets im Sinne von Artikel 68 Absatz 2 der Verfassung und Artikel 16 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in die innerstaatliche Rechtsordnung aufgenommen worden sind.

B.4.2. Artikel 13 des am 19. Dezember 1966 in New York abgeschlossenen internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte bestimmt namentlich folgendes:

« 1. Die Vertragsstaaten erkennen das Recht eines jeden auf Bildung an. (...) »

2. Die Vertragsstaaten erkennen an, daß im Hinblick auf die volle Verwirklichung dieses Rechts :

a) der Grundschulunterricht für jedermann Pflicht und allen unentgeltlich zugänglich sein muß;

b) die verschiedenen Formen des höheren Schulwesens einschließlich des höheren Fach- und Berufsschulwesens auf jede geeignete Weise, insbesondere durch allmähliche Einführung der Unentgeltlichkeit, allgemein verfügbar und jedermann zugänglich gemacht werden müssen;

c) der Hochschulunterricht auf jede geeignete Weise, insbesondere durch allmähliche Einführung der Unentgeltlichkeit, jedermann gleichermaßen entsprechend seinen Fähigkeiten zugänglich gemacht werden muß;

d) eine grundlegende Bildung für Personen, die eine Grundschule nicht besucht oder nicht beendet haben, so weit wie möglich zu fördern oder zu vertiefen ist;

e) die Entwicklung eines Schulsystems auf allen Stufen aktiv voranzutreiben, ein angemessenes Stipendensystem einzurichten und die wirtschaftliche Lage der Lehrerschaft fortlaufend zu verbessern ist (...).

Aus der Lesung des vorgenannten Artikels 13.2 geht hervor, daß der « Grundschulunterricht », die « verschiedenen Formen des höheren Schulwesens » und der « Hochschulunterricht » auf unterschiedliche Weise behandelt werden. Der Grundschulunterricht muß « für jedermann Pflicht und allen unentgeltlich zugänglich sein »; das höhere Schulwesen muß « allgemein verfügbar und jedermann zugänglich gemacht werden »; der Hochschulunterricht muß « jedermann gleichermaßen entsprechend seinen Fähigkeiten zugänglich gemacht werden ». Was das höhere Schulwesen und den Hochschulunterricht betrifft, muß die im Pakt verankerte Zielsetzung « auf jede geeignete Weise, insbesondere durch allmähliche Einführung der Unentgeltlichkeit » verfolgt werden.

B.4.3. Artikel 2.1 des internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte bestimmt folgendes:

« Jeder Vertragsstaat verpflichtet sich, einzeln und durch internationale Hilfe und Zusammenarbeit, insbesondere wirtschaftlicher und technischer Art, unter Ausschöpfung aller seiner Möglichkeiten Maßnahmen zu treffen, um nach und nach mit allen geeigneten Mitteln, vor allem durch gesetzgeberische Maßnahmen, die volle Verwirklichung der in diesem Pakt anerkannten Rechte zu erreichen. »

Aus der Lesung von Artikel 13.2 in Verbindung mit Artikel 2.1 des internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte ergibt sich, daß die durch den Pakt vorgeschriebene Gleichheit des Zugangs zum Hochschulunterricht « jedermann (...) entsprechend seinen Fähigkeiten » in den Vertragsstaaten allmählich eingeführt werden muß, unter Berücksichtigung der jeweiligen wirtschaftlichen Möglichkeiten und der Lage der öffentlichen Finanzen in jedem Staat, und nicht gemäß streng einheitlichen Bedingungen.

Artikel 13.2 lit. c) des Paktes hat somit keine unmittelbaren Folgen in der einzelstaatlichen Rechtsordnung und führt an sich nicht zu einem Recht auf unentgeltlichen Zugang zum Hochschulunterricht. Allerdings verhindert diese Bestimmung, daß Belgien nach dem Inkrafttreten des Paktes für diesen Vertragsstaat — dem 6. Juli 1983 — Maßnahmen ergreifen würde, die der Zielsetzung der allmählichen Einführung des gleichen Zugangs zum Hochschulunterricht für jedermann entsprechend seinen Fähigkeiten, unter Berücksichtigung der Lage der Staatsfinanzen, zuwiderlaufen würde.

Die sich aus dem angefochtenen Dekret ergebende Situation bezüglich der Einschreibungsgebühren wird also mit derjenigen zu vergleichen sein, die am 6. Juli 1983, dem Tag, an dem der Pakt für Belgien verbindlich geworden ist, existierte.

B.5.1. Artikel 17 § 5 der Verfassung bestimmt folgendes:

« Die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft werden durch das Gesetz oder Dekret geregelt. »

Diese Bestimmung bringt den Willen des Verfassungsgebers zum Ausdruck, den Legislativen die Regelung der wesentlichen Aspekte des Unterrichtswesens hinsichtlich dessen Organisation, Anerkennung und Bezuschussung vorzubehalten.

B.5.2. Artikel 17 § 5 der Verfassung verbietet jedoch nicht die Erteilung diesbezüglicher Aufträge an die Exekutive. Allerdings können sich solche Aufträge nur auf die Durchführung der vom Gesetzgeber selbst festgelegten Grundsätze beziehen. Durch diese Aufträge kann die Exekutive weder der Ungenauigkeit dieser Grundsätze abhelfen noch ungenügend detaillierte Konzepte präzisieren.

Demzufolge kann die Beurteilung der Höhe der Einschreibungsgebühren nicht ohne weiteres der Exekutive oder einer anderen Behörde als dem Gesetzgeber selbst überlassen werden. Die Höhe dieser Gebühren braucht nicht unbedingt vom Gesetzgeber festgesetzt zu werden. Sie kann auch von einer anderen Behörde festgesetzt werden, vorausgesetzt, daß der Gesetzgeber Mindest- und Höchstbeträge vorgesehen hat, die den eindeutigen Ausdruck eines einzigen politischen Willens darstellen.

1. Was die Einschreibungsgebühren und Schulgelder betrifft

Bezüglich des Universitätsunterrichts

B.6.1. Artikel 4 des angefochtenen Dekrets bestimmt, was die Universitätsanstalten betrifft, folgendes: « Die Einschreibungsgebühr für ein Studienjahr darf nicht weniger als 21 000 Franken betragen. Für einen Stipendiaten wird dieser Betrag auf 2 000 Franken reduziert. »

B.6.2. Der Hof stellt fest, daß 1983 eine Einschreibungsgebühr für den Zugang zum Universitätsstudium in Belgien kraft Artikel 39 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 bezüglich der Finanzierung und Kontrolle der Universitätsanstalten galt. Daß das angefochtene Dekret grundsätzlich an einer Einschreibungsgebühr festhält, ergibt an sich keinen Verstoß gegen die Verpflichtung, keine Maßnahmen zu ergreifen, die der Zielsetzung der allmählichen Einführung der Gleichheit des Zugangs zum Hochschulunterricht für jedermann entsprechend seinen Fähigkeiten zuwiderlaufen würden.

Dennoch ist auch die Höhe dieser Einschreibungsgebühr zu berücksichtigen. Die Höhe dieser Einschreibungsgebühr wurde früher vom König kraft des früheren Artikels 39 des vorgenannten Gesetzes vom 27. Juli 1971 für alle Universitätsanstalten einheitlich festgesetzt und betrug beim Inkrafttreten des UN-Paktes von 1966 1 500 Franken für Stipendiaten und an die 11 000 Franken pro Studienjahr für die übrigen Studenten.

In dieser Hinsicht stellt die Erhöhung der Einschreibungsgebühr von 1 500 Franken auf 2 000 Franken für Stipendiaten eine angemessene Anpassung der Höhe der Einschreibungsgebühr an die Entwicklung des Sozialproduktes dar.

Für die übrigen Studenten ist die Mindesteinschreibungsgebühr auf 21 000 Franken festgesetzt worden. Die Änderung gegenüber 1983 erhöht für sie nicht auf ausreichend bedeutende Weise, was im Widerspruch zu der zu B.4.3 genannten Verpflichtung gestanden hätte, jene Teile der Kaufkraft und des Durchschnittseinkommens, die für Unterrichtskosten aufgewendet werden — zwei Elemente, die übrigens seit 1983 einen Anstieg verzeichnet haben.

Der erste Klagegrund ist also unbegründet, soweit er gegen Artikel 4 des Dekrets gerichtet ist.

B.6.3. Der Gesetzgeber hat zwar den Mindest-, nicht aber den Höchstbetrag dieser Einschreibungsgebühr festgesetzt. Der Höchstbetrag der Einschreibungsgebühr stellt einen wesentlichen Bestandteil der Unterrichtsgesetzgebung dar, soweit die Höhe der Einschreibungsgebühr einen entscheidenden Einfluß auf den

tatsächlichen Zugang zur Universität hat und sich außerdem unmittelbar auf die Finanzierungsregelung dieses Unterrichtes auswirkt. Kraft Artikel 17 § 5 der Verfassung ist diese Maßnahme durch das Dekret selbst festzulegen.

B.6.4. Aus dem Vorstehenden geht hervor, daß der neue Absatz 2, der durch Artikel 4 des angefochtenen Dekrets in Artikel 39 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 eingefügt worden ist, insofern für nichtig zu erklären ist, als er andere Behörden als den Dekretgeber, ohne ihnen irgendeine Beschränkung aufzuerlegen, damit beauftragt, die tatsächliche Höhe der Einschreibungsgebühr für Nichtstipendiaten zu bestimmen.

Bezüglich des Hochschulunterrichtes mit vollständigem Lehrplan

B.7.1. Artikel 5 des Dekrets beinhaltet eine Schulgeldregelung bezüglich des Zugangs zum nichtuniversitären Hochschulunterricht.

Artikel 5 bestimmt folgendes:

« Art. 5 Artikel 12 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung in der durch die königlichen Erlasse Nr. 462 vom 17. Dezember 1986 und Nr. 505 vom 31. Dezember 1986 abgeänderten Fassung bestimmt folgendes:

§ 2 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt;

§ 2. Ein Schulgeld ist von den Studenten der Hochschulanstalten mit vollständigem Lehrplan des kurzen Typs, des langen Typs und des dritten Grades sowie der königlichen Musikkonservatorien, die von der Französischen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert werden, zu entrichten. Die Exekutive bestimmt den Mindestbetrag, die Eintreibungsart und die eventuelle teilweise oder völlige Befreiung vom Schulgeld.

§ 2bis. Die Betriebszuschüsse der von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Anstalten für Hochschulunterricht mit vollständigem Lehrplan des kurzen Typs und des dritten Grades werden um den Betrag des in § 2 genannten Schulgeldes verringert.

§ 2ter. Die Mindestbeträge des in § 2 genannten Schulgeldes, die die von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Anstalten mit vollständigem Lehrplan des langen Typs eintreiben, werden teilweise dem Vermögen der Anstalt hinzugefügt und sind u.a. für den Sozialdienst bestimmt.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft bestimmt den Teil, der dem Vermögen hinzugefügt wird. Der Betrag der Betriebszuschüsse der Anstalten des langen Typs und mit vollständigem Lehrplan wird um den Teil des in § 2 als Schulgeld bezeichneten Betrages, der nicht dem Vermögen hinzugefügt worden ist, verringert.

§ 2quater Die Studenten, für die das in § 2 vorgeschriebene Schulgeld nicht spätestens am 15. November des laufenden akademischen Jahres bezahlt worden ist, kommen nicht für die Finanzierung in Betracht « .

B.7.2. Der Hof stellt fest, daß 1983 ein Schulgeld für den Zugang zum Hochschulunterricht kurzen und langen Typs erhoben wurde. Seit 1958 betrug es 250 Franken für den Hochschulunterricht kurzen Typs und seit 1978 5 000 Franken für den Hochschulunterricht langen Typs (Ausführungen des Ministers, Dok. C.C.F., ordentliche Sitzungsperiode 1989-1990, Nr. 147/2, S. 3).

Demzufolge steht das grundsätzliche Festhalten an einem Schulgeld für den Zugang zu diesem Unterrichtstyp nicht im Widerspruch zu der zu B.4.3 genannten, für Belgien geltenden Verpflichtung. Diese Schulgelder können übrigens nach 1983 namentlich aufgrund einer angemessenen Beurteilung der Entwicklung der Lebenshaltungskosten, des Sozialproduktes und der Steigung des Durchschnittseinkommens pro Einwohner im Verhältnis zum Zeitpunkt ihrer Festsetzung erhöht werden, ohne daß eine solche Erhöhung der sich aus dem Pakt von 1966 ergebenden Stillhalteverpflichtung Abbruch tun würde.

B.7.3. Ferner stellt die Höhe des Schulgeldes, das für den Zugang zum nichtuniversitären Hochschulunterricht zu bezahlen ist, einen wesentlichen Bestandteil der Regelung bezüglich dieses Unterrichtes dar, soweit diese Höhe den tatsächlichen Zugang zu diesem Unterricht bestimmt.

Außerdem werden aufgrund der durch die angefochtene Bestimmung eingeführten neuen §§ 2bis und 2ter die Betriebszuschüsse des Hochschulunterrichtes langen und kurzen Typs je nach dem Fall um die Gesamtheit oder einen Teil der erhobenen Schulgeldbeträge verringert. Auf diese Weise werden die von der Exekutive autonom ergriffene Maßnahmen die Festlegung der tatsächlichen Subventionierung der beteiligten Unterrichtsanstalten treffen. Kraft Artikel 17 § 5 der Verfassung muß die Bezuschussung des Unterrichtswesens jedoch durch das Dekret selbst geregelt werden.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, daß kraft Artikel 17 § 5 der Verfassung die Höhe des Schulgeldes oder die Spanne, innerhalb deren diese Höhe festgesetzt werden kann, durch Dekret vorgeschrieben werden müssen. Die Exekutive kann nicht mit der Festlegung dieser Maßnahmen beauftragt werden. Dasselbe gilt für die Festlegung der Grundprinzipien einer Regelung bezüglich der Befreiung von der Zahlung eines Schulgeldes.

B.7.4. Daher muß der zweite Satz im neuen § 2, der durch Artikel 5 des angefochtenen Dekrets in Artikel 12 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 eingefügt worden ist, für nichtig erklärt werden, außer was die Festlegung der Art und Weise der Eintreibung des Schulgeldes betrifft, da diese Angelegenheit keinen wesentlichen Bestandteil der Organisation des betroffenen Unterrichtes darstellt.

B.7.5. Der neue § 2ter, der durch Artikel 5 des angefochtenen Dekrets in Artikel 12 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 eingefügt worden ist, hält der Verfassungsmäßigkeitsprüfung stand. Der Dekretgeber hat durch diese Bestimmung nämlich die Auswirkung des Betrages, der im subventionierten Unterricht kurzen Typs als Schulgeld erhoben wird, auf die Betriebszuschüsse, die den Hochschulanstalten dieses Typs zu gewährt sind, deutlich ermittelt.

B.7.6. Demgegenüber hat der Dekretgeber dadurch, daß er im neuen § 2ter, der durch Artikel 5 des angefochtenen Dekrets in Artikel 12 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 eingefügt worden ist, jenen Anteil des von den Hochschulanstalten langen Typs erhobenen Schulgeldes, der dem Vermögen dieser Anstalten hinzugefügt werden soll, bestimmt und zu dem Zweck die Exekutive ermächtigt hat, Artikel 17 § 5 der Verfassung verletzt, soweit die Exekutive mit einem wesentlichen Aspekt der Regelung der Gemeinschaftsfinanzierung dieses Unterrichtstyps beauftragt wird. Diese Bestimmung ist also für nichtig zu erklären.

Bezüglich des Hochschulunterrichtes für Sozialförderung

B.8.1. Die Artikel 6, 7, 8 und 9 des angefochtenen Dekrets betreffen die Regelung der Einschreibungsgebühren hinsichtlich des Unterrichtes für Sozialförderung. Diese Bestimmungen lauten folgendermaßen:

« Art. 6. § 1. Der Betrag der Einschreibungsgebühr im Unterricht für Sozialförderung im Sinne von Artikel 12 § 3 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung wird folgendermaßen festgesetzt :

— im Sekundarunterricht für Sozialförderung: 20 Franken pro Unterrichtsstunde von 50 Minuten, mit einem Minimum von 2 000 Franken und einem Maximum von 3 000 Franken pro Jahr;

— im Hochschulunterricht für Sozialförderung: 30 Franken pro Unterrichtsstunde von 50 Minuten, mit einem Minimum von 3 000 Franken und einem Maximum von 4 000 Franken pro Jahr;

— im Sekundar- und Hochschulunterricht für Sozialförderung 50 Franken pro Unterrichtsstunde von 50 Minuten, mit einem Minimum von 3 000 Franken und einem Maximum von 6 000 Franken pro Jahr in den Abteilungen oder Ausbildungen mit beruflicher Zweckbestimmung, sowie für Personen, die am Tag der Einschreibung in der Abteilung oder Ausbildung über 50 Jahre alt sind.

§ 2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft stellt die Liste der Abteilungen oder Ausbildungen mit beruflicher Zweckbestimmung im Sinne von § 1 dieses Artikels auf.

Art. 7. Artikel 12 letzter Absatz § 3 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung wird um folgenden Wortlaut ergänzt:

« Wenn die Beträge der Einschreibungsgebühr höher sind als die Betriebskredite der Unterrichtsanstalten für Sozialförderung der Französischen Gemeinschaft oder als die Betriebszuschüsse der subventionierten Unterrichtsanstalten für Sozialförderung, so wird die Differenz zwischen den Beträgen der Einschreibungsgebühr und der Betriebskredite bzw. -zuschüsse auf ein im Sonderabschnitt des Budgets für Unterricht, Forschung und Bildung eröffnetes Konto überwiesen. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft entscheidet über die Verwendung der überwiesenen Beträge. »

Art. 8. Der königliche Erlaß vom 5. Januar 1987 zur Festsetzung des Betrags der Einschreibungsgebühr im Unterricht für Sozialförderung wird am Tag des Inkrafttretens der Bestimmungen von Artikel 6 aufgehoben.

Art. 9. Die Bestimmungen der Artikel 6, 7 und 8 treten am 1. September 1990 in Kraft. «

B.8.2. Der Hof stellt fest, daß der Gesetzgeber vor 1983 keinen unentgeltlichen Zugang zum Hochschulunterricht für Sozialförderung eingeführt hatte.

Der Umstand, daß durch den königlichen Erlaß Nr. 462 vom 17. September 1986 Einschreibungsgebühren vorgeschrieben worden waren und diese Gebühren nicht durch die angefochtene Dekret geändert worden sind, steht also nicht im Widerspruch zu der Stillhalteverpflichtung, die sich aus Artikel 17 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 des Paktes von 1966 ergibt, soweit diese Einschreibungsgebühren wegen ihrer Höhe, so wie sie im angefochtenen Dekret festgesetzt ist, im Verhältnis zum Durchschnittseinkommen pro Einwohner des Landes nicht als ein gravierendes, schwerwiegendes Hindernis für den Zugang zum entsprechenden Unterricht betrachtet werden können, zumal unter Berücksichtigung der bereits existierenden Abweichungen zugunsten der Minderbemittelten. Das angefochtene Dekret bedeutet also keinen Rückschritt gegenüber den Verhältnissen von 1983, soweit es Mindest- und Höchststeinschreibungsgebühren für den Zugang zum Hochschulunterricht für Sozialförderung festlegt. Aus der Untersuchung geht also hervor, daß Artikel 6 § 1 des angefochtenen Dekrets die Bedingungen von Artikel 17 § 3 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 des Paktes von 1966 erfüllt.

B.8.3. Artikel 6 § 2 des angefochtenen Dekrets beauftragt die Exekutive der Französischen Gemeinschaft damit, hinsichtlich des Unterrichts für Sozialförderung eine Liste der Abteilungen oder Ausbildungen mit beruflicher Zweckbestimmung aufzustellen. Diese Aufstellung stellt keinen wesentlichen Aspekt der Regelung bezüglich dieses Unterrichts dar. Artikel 17 § 5 der Verfassung steht der Erteilung einer solchen Ermächtigung an die Exekutive nicht im Wege.

B.8.4. Artikel 7 des angefochtenen Dekrets ist im Einklang mit Artikel 17 § 5 der Verfassung, außer insofern, als er bestimmt, daß über die Verwendung der Differenz zwischen den Einschreibungsgebühren und den Betriebskrediten bzw. -zuschüssen die Exekutive der Französischen Gemeinschaft entscheidet, ohne daß er — was diese Exekutive betrifft — die Grundsätze festlegt, die sie bei der Regelung dieser « Verwendung » beachten soll.

Infolgedessen ist die Wortfolge « et dont l'utilisation est décidée par l'Exécutif de la Communauté française » in der angefochtenen Bestimmung für nichtig zu erklären.

B.8.5. Vorbehaltlich des Vorstehenden gelten die Aufhebungsbestimmung von Artikel 8 des angefochtenen Dekrets und Artikel 9 desselben Dekrets, der das Inkrafttreten der Artikel 6, 7 und 8 regelt.

2 Was die Gebühren für Verwaltungskosten nach den Artikeln 2, 4 und 12 des angefochtenen Dekrets betrifft

B.2.1. Artikel 2 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes:

« Jeder Antrag auf Erlangung der Gleichwertigkeit eines Diploms in Anwendung des Gesetzes vom 19. März 1971 wird mit einer Gebühr für Verwaltungskosten belegt, deren Betrag durch Erlaß der Exekutive festgesetzt wird.

Der Betrag dieser Gebühr wird an einen im Sonderabschnitt des Budgets eröffneten Fonds überwiesen; der Ertrag wird für den Betrieb des betroffenen Unterrichtes verwendet. «

Artikel 4 des angefochtenen Dekrets fügt in Artikel 39 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und Kontrolle der Universitätsanstalten die Absätze 3 und 4 ein, die folgendes bestimmen:

« Der Verwaltungsrat jeder Universitätsanstalt ist dazu ermächtigt, eine Gebühr für die Ausstellung von Urschriften oder Abschriften von Diplomen, Zeugnissen oder Bescheinigungen aller Art zu erheben.

Der Ertrag dieser Gebühren wird dem nicht zugewendeten Vermögen zugeteilt. «

Artikel 12 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes:

« Für die Eintreibung der Gebühren in bezug auf die Einschreibung, die Anerkennung der Gleichwertigkeit ausländischer Diplome mit belgischen Diplomen oder die Bestätigung von Diplomen können in den Sonderabschnitten des Budgets Fonds eröffnet werden.

Die Einnahmen der besagten Fonds werden für Ausgaben auf den entsprechenden Unterrichtsebenen verwendet. »

B.9.2. Die durch die Artikel 2 und 4 des angefochtenen Dekrets eingeführten Gebühren für Verwaltungskosten betreffen nicht den Zugang zum Hochschulunterricht. Ihre Einführung kann also nicht als im Widerspruch zu Artikel 17 § 3 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 des UN-Paktes von 1966 stehend betrachtet werden.

Die Festlegung der Ebene dieser Gebühren für Verwaltungskosten bezieht sich nicht auf die Bestimmung eines wesentlichen Bestandteils der Regelung des Unterrichtswesens. Damit kann also die Exekutive der Französischen Gemeinschaft oder der Verwaltungsrat der Universitäten beauftragt werden.

B.9.3. Übrigens sind die angefochtenen Bestimmungen insofern, als sie den Verwendungszweck der erhobenen Gebühren genau festlegen, im Einklang mit Artikel 17 § 5 der Verfassung.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

B.10. Als zweiter Klagegrund wird die Verletzung der Artikel 6, 6bis und 17 § 4 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten geltend gemacht; dieser bestimmt: « Das Recht auf Bildung darf niemandem verwehrt werden. »

B.11.1. Dem ersten Teil des Klagegrunds zufolge würde der Dekretgeber dadurch, daß er Einschreibungsgebühren für den Zugang zum Hochschulunterricht vorschreibt, den im Klagegrund bezeichneten Bestimmungen zuwiderhandeln, soweit diejenigen diskriminiert werden sollen, die nicht die finanziellen Mittel hätten, um diese Einschreibungsgebühren zu bezahlen, und soweit die nicht mehr schulpflichtigen Studenten den Schulpflichtigen gegenüber, für die die Verfassung die Unentgeltlichkeit des Unterrichtes gewährleistet, diskriminiert werden sollen.

B.11.2. Der Hof stellt fest, daß der Unterricht, für den die Schulpflicht existiert (Grundschul- und Sekundarunterricht), weder nach seiner Art noch nach seinem Gegenstand mit den verschiedenen Typen des Hochschulunterrichts, auf die sich das Dekret bezieht, vergleichbar ist. Die eventuellen Behandlungsunterschiede zwischen diesen beiden Unterrichtstypen fallen also nicht unter Artikel 17 § 4 der Verfassung.

B.11.3. Ferner ist in Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Konvention keineswegs der Grundsatz der Unentgeltlichkeit des Unterrichtes verankert. Der Klagegrund kann daher insofern, als hierin eine Verletzung von Artikel 17 § 4 der Verfassung in Verbindung mit dieser Bestimmung geltend gemacht wird, keine Berücksichtigung finden.

Schließlich kann, wie aus der Prüfung des ersten Klagegrunds hervorgeht, ein System von Einschreibungsgebühren, so wie es durch das Dekret ins Leben gerufen wird, das unter anderem ermäßigte Gebühren sowie Möglichkeiten der völligen oder teilweisen Schulgeldbefreiung für die am wenigsten Bemittelten vorsieht, nicht als ein wirkliches Hindernis für den Zugang zum Hochschulunterricht betrachtet werden.

B.12. Der zweite Teil des Klagegrunds richtet sich gegen Artikel 1 des angefochtenen Dekrets. Da die Klage angesichts dieser Bestimmung nicht zulässig ist, gibt es keinen Anlaß zur Prüfung dieses Teils des Klagegrunds.

B.13. Im dritten Teil des Klagegrunds behaupten die Kläger, daß das Dekret nur Mindesteinschreibungsgebühren vorschreibe und dadurch die Möglichkeit entstehe, daß Studenten für ein und denselben Unterrichtstyp ungleich behandelt würden; die tatsächlich zu entrichtenden Einschreibungsgebühren würden nämlich durch die zuständigen Instanzen der Organisationsträger festgesetzt.

Daß die Einschreibungsgebühren und Schulgelder für ein und denselben Unterrichtstyp vor Anstalt zu Anstalt variieren können, steht nicht im Widerspruch zu Artikel 17 § 4 der Verfassung, insofern diese Differenz zwischen den vom Dekretgeber festzusetzenden Mindest- und Höchstwerten liegt.

B.14. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich des dritten Klagegrunds

B.15.1. Im dritten Klagegrund behaupten die Kläger, daß es keineswegs ausgeschlossen sei, daß eine unter achtzehn Jahre alte Person einem Hochschulunterricht im Sinne des angefochtenen Dekrets beiwohne. Während diese Person immer noch der Schulpflicht — die erst mit achtzehn Jahren ende — unterworfen wäre, müßte sie eine Einschreibungsgebühr entrichten, was im Widerspruch zu Artikel 17 § 3 Absatz 1 Satz 2 der Verfassung stünde. Dieser bestimmt folgendes: « Der Zugang zum Unterricht ist unentgeltlich bis zum Ende der Schulpflicht. »

B.15.2. Artikel 1 § 1 des Schulpflichtgesetzes vom 29. Juni 1983 bestimmt folgendes: « Für den Minderjährigen gilt die Schulpflicht während eines Zeitraumes (...), der (...) am Ende des Schuljahres in dem Jahr, in dem er achtzehn Jahre alt wird, endet. »

Artikel 1 § 3 desselben Gesetzes bestimmt, jedoch, daß der Minderjährige, der den Sekundarunterricht mit vollständigem Lehrplan mit Erfolg absolviert hat, nicht mehr der Schulpflicht unterworfen ist.

Da der Zugang zum Unterricht, auf den sich die fraglichen Bestimmungen beziehen, von der Beendigung des Sekundarunterrichts abhängt, können diese Bestimmungen die im Klagegrund angeführte Verfassungsbestimmung nicht verletzen.

Der Klagegrund ist unbegründet.

Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Rechtsnormen

B.16. Damit die Kontinuität der Unterrichtspolitik in der Französischen Gemeinschaft gewährleistet wird, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof sämtliche Folgen der für nichtig erklärten Rechtsnormen bis zum Ende des laufenden akademischen Jahres bzw. Schuljahres aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

erklärt :

1° den neuen Absatz 2, in Artikel 39 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 eingefügt durch Artikel 4 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Juli 1990 « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » (zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung), soweit diese Bestimmung andere Behörden als den Dekretgeber, ohne ihnen jegliche Beschränkung aufzuerlegen, damit beauftragt, die tatsächliche Höhe der Einschreibungsgebühren für ein universitäres Studienjahr zu bestimmen,

2° die Wortfolge « le montant minimum » und die Wortfolge « et l'éventuelle exonération totale ou partielle » in Satz 2 des neuen § 2, in Artikel 12 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 eingefügt durch Artikel 5 des vorgenannten Dekrets,

3° Satz 1 von Absatz 2 des neuen § 2ter, in Artikel 12 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 eingefügt durch Artikel 5 des vorgenannten Dekrets,

4° die Wortfolge « et dont l'utilisation est décidée par l'Exécutif de la Communauté française » im letzten Absatz, in Artikel 12 § 3 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 eingefügt durch Artikel 7 des vorgenannten Dekrets,

für nichtig;

erhält die Folgen der für nichtig erklärten Rechtsnormen bis zum Ende des laufenden akademischen Jahres bzw. Schuljahres aufrecht;

weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 7. Mai 1992, durch die vorgenannte Besetzung, in der der gesetzmäßig verhinderte Richter M. Melchior gemäß der heutigen Anordnung der amtierenden Vorsitzenden I. Pétry durch den Richter P. Martens ersetzt worden ist.

Der Kanzler,

H. Van der Zwahlen.

Die Vorsitzende,

I. Pétry.